

Les faits en question, les idées en réponse !

AÏT BOUGUEMEZ OU LA MONTAGNE QUI PLEURE



IMAGE GÉNÉRÉE PAR L'IA

L'argent est là, c'est son utilisation qui pose problème et fait désordre.

BILLET

Moi, Ardisson et Ahmed Faras..

“

des gens dans la montagne n'ont ni routes, ni médecins, ni téléphone, ni connexion internet, ni terrain de sport de proximité. En fait, ils n'ont pas grand-chose, pour ne pas dire rien

”

EXPERTS INVITÉS # CHRONIQUEURS

"J'accuse : la lutte des classes 4.0 est déclarée"

Ce que les gestes racontent, ce que les vitrines taisent scientifique

QUARTIER LIBRE

Gaza : mourir à petit feu, le ventre creux



INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING



REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE
ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!



04 EDITO

06 CHRONIQUEURS INVITÉS

21 EXPERTS INVITÉS

26 QUARTIER LIBRE

32 COUP DE COEUR

33 BILLET

41 ROOM

DÉBATS **LODJ** L'OPINION DES JEUNES



Imprimerie Arrissala

I-DÉBATS NUMÉRO 11- JUILLET 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BENBOURHIM

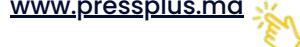
MAQUETTES WEB : IMAD BENBOURHIM

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



Aït Bouguemez, ou la montagne qui pleure

Ce n'est pas la première fois et ce ne sera sûrement pas la dernière, cette marche des habitants du lieudit Aït Bouguemez, dévalant la montagne dans la province d'Azilal. Quelques dizaines, peut-être des centaines, d'habitants ont quitté leur plateau, roulant dans leurs voitures, puis marchant à pied, jusqu'au siège de la préfecture, pour exprimer des doléances longtemps ignorées. Elles ne sont plus ignorées.

Le Maroc a une constitution, des lois, des partis politiques, un Etat fort, un gouvernement supposé fort, une administration territoriale avec un bon maillage... Mais des gens dans la montagne n'ont ni routes, ni médecins, ni téléphone, ni connexion internet, ni terrain de sport de proximité. En fait, ils n'ont pas grand-chose, pour ne pas dire rien. Ils ont donc présenté leurs revendications, par la voie de leur édile. Rien, ou presque.

Que voulez-vous alors qu'ils fissent ? Ils se sont regroupés, ont pris quelques provisions, puis ont entrepris d'aller eux-mêmes face à la préfecture, idéalement face au gouverneur aussi, pour lui exprimer de vive voix leurs revendications et leurs irritations. Et que pensez-vous qu'il arriva ? L'approche sécuritaire d'abord, avec le convoi de véhicules bloqué ; mais face à la détermination des marcheurs, l'autorité a laissé faire, la rencontre des délégués des marcheurs avec le gouverneur eut lieu, et les problèmes sont en voie de résolution.

On peut alors s'interroger sur ce qu'il se produit dans ce pays... Nous avons ce qu'il faut en matière d'institutions en tous genres, alors pourquoi les choses se passent ainsi ? Cette question d'intermédiation commence à poser problème, surtout que nous sommes à un an environ des élections. Pourquoi voter, si les élus ne servent à rien, ou à presque rien ? Par ailleurs, ces populations sont informées, une grosse partie d'entre eux est instruite et tout le monde est ainsi au fait des dizaines de milliards déversés par l'Etat un peu partout dans le royaume, protection sociale généralisée, construction de CHU, extension du TGV, organisation de la CAN et du Mondial, reconstruction d'Al Haouz, distribution des aides directes...



Et puisqu'on parle de milliards de DH, les gens sont en droit de s'interroger aussi sur l'affectation et l'utilisation des 50 milliards de DH du Fonds de développement rural et des 120 milliards de DH affectés à la reconstruction des provinces d'Al Haouz secouées par le séisme de 2023. Sans parler de ce budget, toujours surprenant par son volume, de l'Agence nationale pour le développement des zones oasiennes et de l'organier, et qui s'est chiffré à 125 milliards de DH en 10 années (2013-2022). Azilal n'est pas dans son champ de compétence territoriale mais bien des endroits qui en relèvent ne se sont pas relevés des inondations de l'année dernière, comme Tata. L'argent est là, c'est son utilisation qui pose problème et fait désordre.

Aussi, face au manque de communication avec les populations montagneuses et suite aux promesses non tenues, les habitants d'Aït Bouguemez, suivant l'exemple d'autres régions avant, ont décidé de contourner les corps intermédiaires et de s'adresser directement à l'autorité, l'interpellant avec tact et courtoisie, mais l'interpellant quand même.

Le Maroc est en train de vivre un tournant, à bas bruit. Les populations de ce Maroc qu'on oublie refusent la résignation qui fut la leur des siècles durant. Si les élus ne font pas leur travail, alors nous allons directement à l'échelon supérieur, pensent désormais les populations.

DON'T FORGET US !

ما تنساونا ش



Un livre cri doux venu du Maroc rural oublié
Auteur : Mohamed Ait Bellahcen

Or cet échelon devrait être en principe représenté par les élus régionaux qui, eux, brillent par leur absence, et face à ce silence qui confine à l'indifférence et souligne la mauvaise gouvernance, c'est le gouverneur qui se trouve impliqué.

Et puisque la manœuvre semble avoir fonctionné à Aït Bouguemez, où les populations ont montré un haut degré de civisme et de réalisme, rien n'empêchera d'autres populations en manque d'infrastructures, de médecins, d'écoles, de routes, ou de tout autre service social ou infrastructure de base, d'emboîter le pas à leurs compatriotes de la province d'Azilal. Ces derniers, impatients et intractables, ont choisi d'aller dans une marche de la dignité dénoncer l'indignité des responsables ; ils ont donc dévalé leur montagne dans une longue procession, comme une larme coulant sur la joue d'un citoyen suffoquant de hogra.

Et désormais, qui pourra empêcher ce genre de manifestation ? Qui serait en droit d'interdire à des gens de revendiquer des droits à eux conférés par la constitution et des conditions de vie garanties par la loi et la foi ? Comment devraient réagir des citoyens du « Maroc inutile » ignorés par des élus encore plus inutiles ? Jusqu'à quand les partis politiques désigneront-ils des candidats inaptes et insanes ? Combien de temps devront-ils encore et encore écouter, supporter les satisfécits permanents du gouvernement et de son chef qui leur montrent qu'ils sont les grands oubliés de la marge d'un Maroc qui se développe au centre ? Que se passera-t-il quand les urbains rejoigneront et se joindront aux ruraux dans ce type de protestation, puisque ça marche ?

Les autorités, le ministère de l'Intérieur pour être plus précis, devra raisonnablement agir. Nous sommes au Maroc et au Maroc, ce ministère entretient les meilleures relations du monde avec les partis ; il devra les sensibiliser quant à la qualité des candidats car si on prend les mêmes et on recommence, les problèmes comme à Aït Boughezem se répèteront et se multiplieront et, au final, c'est le ministère de l'Intérieur qui devra gérer la grogne populaire montante.



**HIER, EN SEPTEMBRE
2023, LA MONTAGNE A
TREMBLÉ DE COLÈRE ;
AUJOURD'HUI, LA
MONTAGNE A PLEURÉ
D'IMPATIENCE.
DEMAIN, SI RIEN N'EST
FAIT, ELLE EXPLOSERA
DE RAGE.**



Rédigé par : Aziz Boucetta

LODj
R212

DISPONIBLE SUR
Google Play



SCAN ME!

فضيحة - اذاعة مغربية العالمية

WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC



CE QUE LES GESTES RACONTENT, CE QUE LES VITRINES TAISENT

Entre les vitrines muséales et les gestes oubliés, Adnan Debbarh s'interroge sur la place du patrimoine vivant. Ni folklore figé ni relique du passé, ce patrimoine immatériel est pourtant au cœur de ce que nous sommes, porteur d'une mémoire sensible, de savoir-faire, de visions du monde. Dans un monde globalisé, il offre une alternative enracinée à une modernité standardisée. Encore faut-il, souligne A. Debbarh, qu'il soit transmis, non comme un objet de contemplation, mais comme une manière de vivre.

Le récit national ne se forge pas uniquement dans les livres d'histoire ou les salles de classe. Il se tisse aussi dans les gestes transmis, les langues parlées, les chants murmurés, les métiers appris, les fêtes célébrées, les recettes partagées. Autant d'expressions d'un patrimoine vivant, souvent ignoré, parfois méprisé et pourtant essentiel.

Si l'école est le lieu où l'on éveille la conscience historique, le patrimoine vivant est celui où l'on ressent le lien au passé, non plus comme savoir, mais comme présence. Il est mémoire incarnée. Il est l'histoire en mouvement, dans la voix des conteurs, la main de l'artisan, la démarche du cavalier ou le silence d'un rituel.

Or dans notre modernité pressée, standardisée, technicisée, ce patrimoine vivant est souvent relégué à la marge. On le célèbre à l'occasion d'un festival, on l'expose dans une vitrine muséale, on l'inventorie dans des rapports internationaux. Mais dans la vie réelle, dans les villages, dans les familles, il s'efface. Et avec lui, c'est un pan entier de notre rapport au temps, au sens, à l'identité qui s'érode.

Entre l'objet figé et le geste transmis, une fracture silencieuse s'installe, qu'il faut nommer en posant une distinction fondamentale : le musée n'est pas l'ennemi du patrimoine vivant, mais il peut le devenir s'il fige ce qu'il expose.

Un musée mal pensé rassure. Il classe. Il protège. Il sanctuarise. Mais il coupe aussi l'objet de son usage, de sa transmission naturelle. Il fait de la culture un objet mort. À l'inverse, le patrimoine vivant dérange parfois, car il évolue, se réinvente, se conteste. Il appartient aux gens, non aux institutions. Il ne cherche pas à plaire, mais à être fidèle à son enracinement.



Cela dit, il serait injuste de ne pas reconnaître les efforts déployés depuis plus d'une décennie pour donner corps à une politique muséale au Maroc. Sous l'impulsion de la Fondation Nationale des Musées, portée avec constance par Mehdi Qotbi, plusieurs lieux ont vu le jour ou ont été réinventés : musée d'art contemporain, musée du bijou, du caftan, bientôt un musée d'archéologie... Ces institutions réparent un oubli, en redonnant visibilité à des pans entiers de notre patrimoine matériel, longtemps dispersés ou négligés.

Mais ces lieux posent une question essentielle : à quoi sert un musée, sinon à relier ? Relier l'objet à l'histoire dont il est issu, au geste qui l'a façonné, à la voix qui l'a transmis. Un musée peut être bien plus qu'une vitrine : il peut devenir un espace de mémoire partagée, un point de rencontre entre le passé vivant et les regards d'aujourd'hui. Encore faut-il qu'il refuse de couper l'objet de ses racines. Car un collier ancien, un tapis, un caftan perdent leur âme s'ils sont extraits de l'atelier, de la fête, du chant, du rituel. Ils deviennent alors des coquilles, belles mais muettes. Le musée peut devenir un lieu de silence s'il oublie les voix. Mais il peut aussi, s'il s'ouvre, s'il s'anime, s'il s'incarne, être un lieu de transmission, pas seulement d'exposition. Il peut inviter les artisans, les conteurs, les faiseurs d'histoire populaire. Il peut devenir un espace habité.

Chroniqueurs invités

Ce ne sont pas des abstractions : sur le terrain, la disparition est déjà à l'œuvre. Combien de métiers traditionnels disparaissent chaque année, faute d'apprentis ? Combien de gestes anciens dans l'agriculture, la construction, la cuisine sont remplacés par des techniques importées, plus rapides, moins enracinées ?

Le risque n'est pas seulement patrimonial. Il est existentiel. Car perdre un geste, c'est perdre une façon de penser le monde, de l'habiter. C'est perdre une relation au temps, à la matière, à l'autre. Le tissage d'un tapis, le montage d'un toit en pisé, la fabrication d'un instrument de musique : tout cela est porteur de savoir, mais aussi de valeurs, de manières d'être au monde.

Or aujourd'hui, ces pratiques ne se transmettent plus qu'à la marge. L'école ne les enseigne pas. L'espace médiatique les ignore. L'économie les marginalise. Pourtant, c'est là que se trouvent les racines affectives de notre mémoire collective.

Il ne faut pas se contenter de la question la plus simple : faut-il préserver notre patrimoine vivant ? Mais aller vers la plus décisive, comment le transmettre sans le figer ?

Le patrimoine vivant ne se transmet pas comme un cours magistral. Il se vit, il s'apprend par immersion, par compagnonnage, par imitation, par imprégnation. Il nécessite du temps, du lien, du respect.

Cela suppose : de reconnaître la légitimité culturelle des porteurs de tradition (artisans, conteurs, musiciens, guérisseurs parfois); de créer des espaces de transmission (ateliers, coopératives, maisons de la mémoire); de sortir de la logique du « patrimoine produit », pour entrer dans celle du patrimoine vécu; de valoriser les langues vernaculaires comme vecteurs de nuances, de mondes intérieurs et non comme reliques.

La transmission ne passe donc pas uniquement par l'école, mais par la société dans son ensemble : famille, communauté, marché, fête, rituel.

Encore faut-il que cette société reconnaîsse que ses gestes ont de la valeur pas seulement économique, mais symbolique.

C'est ici que le récit rejoint la mémoire et la projette pour jouer son rôle. Non comme narration officielle ou linéaire, mais comme langage commun capable d'intégrer la diversité des mémoires.

Le patrimoine vivant peut nourrir ce récit s'il est intégré non comme folklore, mais comme expression légitime de l'histoire populaire. Le chant de l'aita, les poésies amazighs, les proverbes en darija, les légendes du Souss ou les dikrs de la zaouïa deviennent alors des archives vivantes, aussi importantes que les chroniques des gouvernants ou les archives coloniales.



Un récit national juste n'est pas celui qui impose une mémoire unique, mais celui qui accueille les mémoires multiples dans une architecture commune.

À ce titre, le patrimoine vivant est le chaînon manquant entre mémoire et récit. Il fait le lien entre ce que l'on vit encore, ce que l'on a oublié et ce que l'on pourrait vouloir devenir.

Ce débat engage le modèle de modernité que nous voulons pour le Maroc. Voulons-nous une société alignée, désaffiliée, où les jeunes se reconnaissent davantage dans les codes globaux que dans les mémoires locales ? Ou voulons-nous une modernité enracinée, habitée, assumée, où le progrès ne rime pas avec amnésie ?

Préserver le patrimoine est une stratégie d'avenir. Les sociétés qui ont su articuler modernité technologique et densité symbolique sont celles qui avancent sans se renier.

D'autres modèles, comme la capoeira brésilienne, passée de pratique marginale à patrimoine national tout en restant dynamique, ou les écomusées scandinaves où les habitants co-gèrent les collections, montrent qu'une troisième voie entre folklorisation et fossilisation est possible.

Ce n'est pas un hasard si le Japon, la Corée ou l'Inde investissent massivement dans la transmission de leurs arts populaires et savoirs traditionnels.

En somme, ce que nous transmettons dit ce que nous sommes. Ce que nous devons transmettre, ce ne sont pas des vitrines ou des statues : ce sont des gestes, des voix, des rythmes, des visions du monde.

Le patrimoine vivant est ce qui nous relie, à la fois aux ancêtres et aux enfants. Ce qui traverse le temps sans s'y perdre. Ce qui change sans trahir. Il n'est pas l'ennemi du progrès, mais la mémoire sensible du lien.



Rédigé par: Adnan Debbarh

DIPLOMATIE PARTISANE : QUAND RABAT PARLE À MADRID AVEC CLARTÉ ET HAUTEUR

La lettre envoyée le 10 juillet 2025 par Nizar Baraka, Secrétaire général du Parti de l'Istiqlal, au président du Parti Populaire espagnol (PP), n'est pas un simple message de félicitations partisanes. C'est un geste politique finement calibré, un acte diplomatique à part entière, et un message adressé à toute l'Europe : la cause nationale marocaine ne souffre plus d'ambiguïté.

L'élegance du ton n'ôte rien à la fermeté du propos. Tout en saluant la réélection du chef du PP à la tête de son parti, Nizar Baraka saisit cette opportunité pour poser une question de fond : jusqu'à quand le PP maintiendra-t-il une position équivoque sur la question du Sahara ? Cette interpellation, directe mais respectueuse, illustre avec brio ce que la diplomatie partisane marocaine peut produire de plus stratégique : mobiliser les liens idéologiques, historiques et géopolitiques pour éclairer la boussole des intérêts partagés.

Une lettre, plusieurs messages

En diplomatie, les non-dits sont parfois plus éloquents que les proclamations. Mais ici, la clarté prévaut : le Parti de l'Istiqlal, membre influent de l'Internationale démocrate centriste (IDC), rappelle au Parti Populaire espagnol son devoir de cohérence avec les valeurs communes, et surtout avec l'évolution politique du dossier saharien.

La reconnaissance explicite de la marocanité du Sahara par le gouvernement de Pedro Sánchez en 2022 a été un tournant. En maintenant une posture floue, le PP prend le risque d'apparaître comme déconnecté de cette dynamique, voire en décalage avec les partenaires européens qui ont, les uns après les autres, reconnu la pertinence du plan d'autonomie proposé par Rabat.

L'autonomie comme horizon stratégique

Présentée comme une solution « réaliste, crédible et sérieuse », l'initiative marocaine de 2007 bénéficie aujourd'hui d'un soutien international large et diversifié : États-Unis, Allemagne, France, Pays-Bas, pays africains, arabes, asiatiques et latino-américains... Le Parti de l'Istiqlal ne se contente pas de rappeler cette évolution. Il la place dans une perspective plus large : coopération régionale, stabilité du Maghreb et du Sahel, lutte contre les trafics et les flux migratoires, co-développement.

C'est là toute la force de cette lettre : inscrire la question du Sahara non pas comme un contentieux bilatéral, mais comme une clé de lecture des équilibres géopolitiques euro-méditerranéens. Le Sahara n'est plus un problème ; c'est un levier de partenariat stratégique.



La diplomatie partisane, un atout sous-exploité

Ce courrier marque aussi une avancée dans la structuration de la diplomatie partisane marocaine. Longtemps considérée comme le domaine réservé des chancelleries, la défense de la cause nationale s'enrichit désormais de la voix des partis politiques, qui activent leurs réseaux, interpellent leurs homologues, et s'érigent en véritables acteurs d'influence.

En s'adressant frontalement à un acteur politique européen majeur, le Parti de l'Istiqlal montre l'exemple. Il démontre que le dialogue interpartisan, lorsqu'il est bien mené, peut faire avancer des causes d'intérêt supérieur avec intelligence, tact et efficacité.

Une interpellation constructive

Il ne s'agit pas ici de dénoncer, mais d'appeler à la clarification. Dans un contexte où le Maroc et l'Espagne ont posé les bases d'une relation nouvelle, stable et tournée vers l'avenir, la position d'un grand parti espagnol comme le PP ne peut rester à mi-chemin. La solidarité historique entre familles politiques doit se traduire dans les actes, surtout quand elle touche à une question existentielle pour le Royaume.

En conclusion

La lettre de Nizar Baraka n'est pas seulement une missive entre dirigeants de partis. C'est un signal fort, adressé à Madrid mais également à Paris, à Bruxelles, à Copenhague, à Dublin, à Ljubljana ou à Luxembourg. Elle incarne une ligne nouvelle de la diplomatie marocaine : l'alliance entre la fermeté des principes, la constance stratégique et l'intelligence des réseaux.



Rédigé par : Saïd Temsamani

BENKIRANE AND THE LADIES

Il est devenu coutumier des sorties hasardeuses et mal calculées, Ssi Abdelilah Benkirane, comme cette dernière saillie sur les femmes. Il n'a réussi à créer qu'un puissant tollé des progressistes modernistes et le silence habituel, mortifère, des autres partis. Pour lui, globalement, les jeunes filles doivent d'abord se marier, avant même de penser aux études, au risque qu'elles se trouvent seules à l'issue de leurs parcours universitaires. Grosse, très grosse erreur... mais pas de M. Benkirane.

L'ancien chef du gouvernement, comme chacun sait, est un fin observateur de la scène politique et sociétale marocaine. Il a compris les Marocains, et même les Marocaines, bien mieux que les autres chefs de partis et leurs états-majors. Il sait ce qu'il dit, à qui il le dit, et pourquoi il le dit, et il le dit bien. On peut être d'accord avec lui ou non, ce n'est pas son objectif, puisque son public n'est pas visible ; il n'est pas visible, mais il est très attentif, et le message de Ssi Benkirane parvient à son objectif.

En face, qu'avons-nous ? Des brailleurs et des brailleuses. Des crieurs et des crieuses qui servent de caisse de résonnance à Abdelilah Benkirane. Lui, il fait sa déclaration, il provoque et il choque. Puis il attend ce qui ne manque pas de survenir. Les autres, ses adversaires de tous genres se ruent comme un seul homme, comme une seule femme, dans le piège par lui tendu. Ils font donner tous leurs moyens – qui sont immenses – pour contester, protester, pester et cela crée la polémique. Cette polémique n'affaiblit pas l'homme et son parti, mais ressoude les rangs du parti autour de l'homme.

Ainsi donc, quand il a fait sa sortie sur les femmes, et après l'inévitable période de sidération, les associations féministes sont montées au créneau, relayées par les médias et des héritiers de la modernité et de l'égalité du genre. Tout ce monde rappelle les grands idéaux de la parité, de la constitution, des textes onusiens, des nécessaires besoins en éducation et des fondamentales libertés des femmes, etc... C'est exactement ce que veut Abdelilah Benkirane, car tous les arguments cités et pertinents vont, paradoxalement, dans son sens et assurent ses ouailles du bien-fondé des propos de leur chef/gourou/patriarche.



Question : que valent vraiment cette trentaine d'associations de défense des droits des femmes ? De combien de divisions disposent-elles ? Sont-elles crédibles dans les réalités sociales du pays ? Sont-elles audibles parmi la grande masse de la population ? D'accusatrices, elles se retrouvent accusées d'être manipulées, téléguidées par les adversaires politiques du destinataire de leurs traits. Et le plus cocasse est que dans les rangs des PJDistes et de leurs sympathisants, cette idée complotiste contre M. Benkirane fait son chemin. La bronca supposément spontanée et hautement indignée serait une basse manœuvre politique lancée à visage masqué par des partis au gouvernement. Vrai ? Faux ? L'important n'est pas là, mais dans l'accusation non démentie et dans le peu de viralité de la réaction de ces associations.

Chroniqueurs invités

Les uns et les autres devraient à ce titre s'interroger sur le prudent mutisme des partis politiques, à l'exception peut-être du PPS ou de l'Istiqlal. Eux, les partis et leurs chefs, savent. Ils savent qu'Abdelilah Benkirane parle à l'âme marocaine qui, dans le fonds, dans une écrasante majorité, se retrouve dans le propos de l'ancien chef du gouvernement et patron du PJD. Ce n'est en effet pas parce qu'on vit dans la modernité qu'on est forcément modernes, dans le sens progressiste.

Alors nous avons eu droit au torrent habituel des insultes contre le chef du PJD, émanant de médias qui y perdent encore plus leur crédibilité et de médias qui y laissent un peu plus de leur professionnalisme, provenant d'élus illustrement inconnus en quête de quelques secondes de gloire, sortant de la bouche d'anciens responsables (hommes ou femmes) qui cherchent à se replacer dans la perspective des élections de 2026.

Tous ces gens, associations, militant(e)s féministes, élu(e)s et les autres ne savent pas trop à qui ils s'adressent. C'est comme la pêche au filet qu'on lance sans savoir s'il y aura prise ou pas et si dans les prises, tout sera bon. Abdelilah Benkirane, lui, cible mieux, s'adressant à cette partie de l'inconscient de l'ensemble de la société, ratissant large et incluant les rangs mêmes de ses contemporains. Et, agissant ainsi, il réitère sa technique pour Gaza, en allant haut, en allant loin dans la provocation, mais en drainant autant d'électeurs potentiels et des sympathisants à la mesure de ses prises de risque.

Que faire alors ? Rien. Notre société est comme elle est, traditionaliste et conservatrice à l'extrême. Au lieu de s'en prendre à Abdelilah Benkirane et de le « martyriser » comme on le fait, c'est un travail de fonds qui doit être mené, sur l'éducation nationale, sur l'interaction entre la tradition et la modernité, sur la place des femmes dans la société. Ce sont des actions claires et porteuses qui doivent être conduites, et c'est une véritable implication des modernistes, féministes, gens de gauche et gens de progrès qui doit être bâtie.

Ce sera dans quelques années, si on commence maintenant ; dans l'intervalle, force est de constater qu'Abdelilah Benkirane gagne du terrain, gagne des voix, gagne tout court. Ce n'est pas forcément une bonne nouvelle, mais c'est ainsi.



Rédigé par : Aziz Boucetta

CHIRURGIE AU MAROC : ENTRE SCALPEL ET BENDIR, LE SOIN EN MUSIQUE

Le soin, cet art de vibrer ensemble

Au Maroc, la musique, de Mozart à Fatna Bent Lhoucine, s'invite en bloc opératoire pour accompagner les chirurgiens et redonner de l'humanité aux soins :

Comment la musique influence le geste chirurgical au Maroc

La transition de la musique classique vers le chaâbi en salle d'opération

Les bienfaits humains et médicaux de la musique au bloc

Il est des souvenirs qui s'écrivent à l'encre vive dans la mémoire, comme des portées musicales gravées dans le silence tendu d'un bloc opératoire. C'était au cœur des années 1980. Une jambe gangrénée sur la table, un chirurgien au geste noble, et en fond sonore... un concerto de Bach. Loin d'être un caprice de mélomane, cette musique guidait le rythme de l'opération, inspirait la fluidité du geste, canalisait les tensions.

Le Professeur Benacer Benyahya, figure légendaire de la chirurgie vasculaire au Maroc, n'opérait jamais sans ses compagnons invisibles : Mozart, Beethoven, parfois même Chopin. Dans ce ballet chirurgical, le scalpel devenait baguette, et l'acte médical, une chorégraphie sensible. Loin des standards bruyants des hôpitaux, son bloc était un sanctuaire d'élégance et de concentration, où chaque note semblait dicter la prochaine incision.

je me souviens : « Nous étions jeunes, impressionnés, et pourtant la musique nous rassurait. Elle offrait à nos mains tremblantes un peu de grâce. » Le son du violon apaisait, le piano rythmait, et le cœur du patient suivait une partition subtile. La médecine devenait art, et la salle d'opération, un opéra miniature.

Quarante ans plus tard, la scène a changé. Le stéthoscope est toujours là, le bistouri aussi. Mais les notes ont pris une autre couleur. Dans certains blocs opératoires marocains, c'est désormais Hajib qui donne la cadence, Fatna Bent Lhoucine qui accompagne l'incision, et le bendir qui scande les gestes. Un autre monde sonore, une autre ambiance, mais le même objectif : soigner avec humanité.



Contrairement à ce que l'on pourrait croire, la musique chaâbi n'est pas une distraction. Elle devient, dans les mains de ces chirurgiens contemporains, un outil presque thérapeutique. Elle rassemble l'équipe, détend l'atmosphère, rythme les séquences techniques. Elle insuffle un peu de familiarité dans un environnement souvent anxiogène.

Un chirurgien de Casablanca témoigne : « Quand retentit la voix de Naïma Samih, même les moments les plus critiques trouvent un équilibre. C'est comme si cette musique populaire portait quelque chose de profondément marocain, de profondément rassurant. » Et il ajoute, non sans humour : « Parfois, c'est Fatna qui m'aide à ne pas perdre le fil d'une artère capricieuse ! »

La science moderne valide d'ailleurs cette intuition ancienne : écouter de la musique pendant une intervention chirurgicale réduit le stress, améliore la concentration, et peut même abaisser la tension artérielle des praticiens. Des études internationales montrent que les équipes médicales travaillant avec une bande-son choisie ont un taux de complications inférieur, une meilleure communication, et une endurance accrue.

Chroniqueurs invités

Mais au-delà des chiffres, il y a l'émotion. La musique crée un espace intime dans un lieu froid et technicisé. Elle réintroduit de l'humain dans un environnement dominé par la machine. Elle rappelle que derrière chaque blouse blanche, il y a un cœur qui bat au même rythme que le oud, un esprit qui cherche la précision dans la douceur d'une mélodie, et une main qui se veut moins tremblante quand elle vibre avec le rythme d'une chanson.

Dans un monde médical de plus en plus automatisé, où l'intelligence artificielle commence à guider certaines décisions, le retour à la musique est une forme de résistance douce. C'est un rappel discret mais puissant que soigner ne se résume pas à réparer, mais aussi à accompagner.

Faut-il alors hiérarchiser les musiques ? Opposer Mozart à Hajib ? Certainement pas. Car dans le regard d'un patient qui se réveille, sauvé, peu importe le nom du compositeur. Ce qui compte, c'est la qualité du geste, la concentration de l'équipe, la précision de l'incision... et l'amour du métier. La musique n'est ici qu'un support, une enveloppe, une lumière douce dans le tunnel du soin.

Certains blocs osent même des playlists éclectiques, passant de Vivaldi au malhoun, selon l'heure, l'humeur ou la pathologie. L'essentiel est ailleurs : créer une atmosphère propice à l'excellence, où le chirurgien n'est pas qu'un technicien, mais un artiste du vivant.

Un infirmier, témoin quotidien de ces transformations, résume ainsi la magie de ces ambiances : « On n'a jamais aussi bien opéré qu'en chantant doucement. Et les patients, même inconscients sous anesthésie, ressentent cette énergie. Ça se voit à leur réveil, à leur sourire. »

Si l'on devait résumer cette évolution en une seule image, ce serait celle d'un bistouri qui danse. Danse avec la peau, la chair, le muscle. Mais aussi avec les voix, les percussions, les refrains.

La médecine marocaine, portée par ses traditions et ouverte à l'innovation, s'autorise aujourd'hui à mêler le scalpel au bendir, le protocole à la culture, le sérieux à l'âme. Elle rappelle que dans les moments les plus graves, le soin ne doit pas être grave. Qu'un geste chirurgical peut être rigoureux et joyeux, précis et habité.

Et que parfois, il suffit d'un accord de oud, d'une montée en gamme de Bach ou d'un refrain de chaâbi bien lancé pour transformer l'angoisse en calme, la tension en inspiration.

Un dernier mot... en musique

Ce texte est un hommage. À ces chirurgiens qui opèrent avec cœur. À ces musiciens qui, sans le savoir, sauvent aussi des vies. À ces patients qui, même endormis, reçoivent un soin enveloppé de notes et de bonté.



Et surtout, au Professeur Benacer Benyahya, ce pionnier visionnaire qui, bien avant l'heure, avait compris que dans le silence des blocs, la musique ne fait pas que remplir l'espace. Elle donne du sens. Elle redonne souffle. Elle donne vie.



Rédigé par :Dr Anwar CHERKAOUI

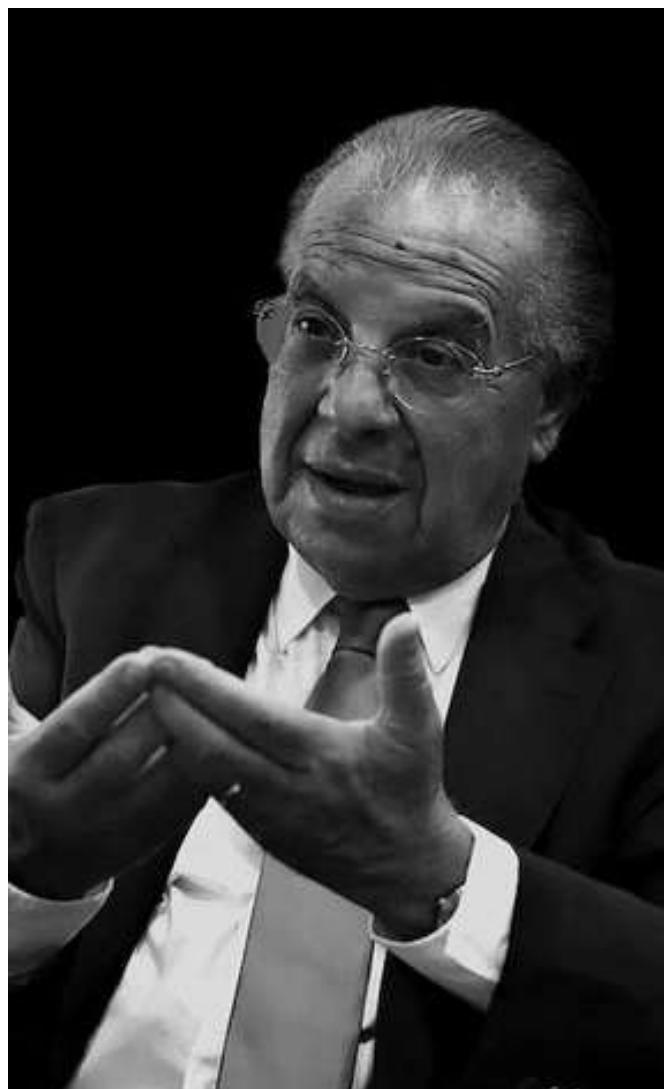
LE CANADA ET LE SAHARA MAROCAIN: ENCORE UN EFFORT...

Le président de la communauté juive de Toronto, Simon Keslassy, a adressé une lettre au Premier ministre canadien, Mark Carney, l'invitant à reconnaître officiellement la souveraineté du Maroc sur ses provinces du Sud. Une demande symboliquement forte, à laquelle Ottawa tarde encore à répondre clairement.

Cette lettre concerne «Le Canada et la souveraineté du Maroc sur son Sahara». Elle précise pour commencer que la communauté marocaine dans ce pays compte plus de 200.000 membres de toutes confessions. Elle participe grandement, avec «ses nombreux talents diversifiés et riches, au développement de sa seconde patrie depuis des décennies». Elle ajoute également que ses membres sont «néanmoins extrêmement fiers de leurs origines et profondément attachés à leur patrie, le Royaume du Maroc, où ils sont nés, ont été éduqués et formés»; que le Maroc est «un pays pacifique et stable» avec à sa tête Sa Majesté le Roi Mohammed VI au «leadership visionnaire qui jouit d'une grande considération et joue un rôle majeur sur les scènes régionale, continentale, multilatérale et internationale»; qu'il œuvre «pour la paix, la sécurité, le vivre-ensemble, le dialogue, le respect mutuel entre les cultures et religions du monde, la coopération et le développement durable».

La lettre souligne également la profondeur et la richesse des relations privilégiées qui unissent le Maroc et le Canada depuis 62 ans. Elle met en avant un référentiel commun fondé sur une collaboration active dans des domaines clés tels que le maintien de la paix, la sécurité, la lutte contre les changements climatiques, la promotion des droits des femmes et leur émancipation, ainsi que la mise en œuvre d'un développement durable, responsable et inclusif.

La lettre met en exergue, par ailleurs, la mobilisation du Maroc, Roi et peuple- pour «faire valoir et reconnaître sa pleine souveraineté sur ses provinces du sud». Elle souligne que le Royaume a proposé en avril 2007 un plan d'autonomie qualifié par le Conseil de sécurité et la grande majorité de la communauté internationale de «sérieux, crédible et réaliste».



«Alors que la cause nationale marocaine enregistre des avancées notables à travers les cinq continents, le Canada, membre historique du Commonwealth, est appelé à revoir une position longtemps marquée par la prudence, la retenue et une certaine neutralité diplomatique.»

— Mustapha Sehimi

Chroniqueurs invités

Cette initiative marocaine est aujourd’hui soutenue par 121 pays dont des puissances mondiales (États-Unis, Royaume-Uni, France), 20 États sur 27 de l’Union européenne et des dizaines d’autres en Afrique, dans le monde arabe et en Amérique latine.

Sur toutes ces bases-là, la communauté juive marocaine du Canada «**exhorte le gouvernement du Canada et tous les partis politiques fédéraux canadiens**» à prendre position. Comment? En conjuguant sa politique sur la question nationale sur la «**dynamique positive de reconnaissance de la marocanité du Sahara**»; en soutenant «**ouvertement et pleinement**» le plan d’autonomie sous souveraineté exclusive du Maroc; en invitant le gouvernement du Canada «à adhérer, sans plus attendre, à la tendance positive qui prévaut avec bonheur dans le monde entier au sujet de la question cruciale et prioritaire du Sahara marocain, pour le Royaume du Maroc et pour toute la diaspora canado-marocaine».

Le gouvernement fédéral canadien se trouve aujourd’hui interpellé. S’il n’a jamais reconnu la prétendue «Rasd», il n’a pas non plus franchi le pas d’une reconnaissance formelle de la souveraineté du Maroc sur ses provinces sahariennes. Une posture dite d’«équilibre» qui, au regard des évolutions récentes à l’échelle internationale, apparaît de plus en plus difficile à justifier.

Alors que la cause nationale marocaine enregistre des avancées notables à travers les cinq continents, le Canada, membre historique du Commonwealth, est appelé à revoir une position longtemps marquée par la prudence, la retenue et une certaine neutralité diplomatique. Plusieurs États membres de cette communauté, tels que le Kenya ou le Ghana, ont déjà réajusté leur ligne, suivant l’exemple d’alliés majeurs du Maroc, comme le Royaume-Uni ou les États-Unis.

À trois mois du retour de la question saharienne devant le Conseil de sécurité, prévu en octobre prochain, une réévaluation de la position canadienne s’impose. Un engagement clair renforcerait non seulement les liens historiques unissant Rabat et Ottawa, mais s’inscrirait aussi dans une dynamique internationale de reconnaissance croissante du plan d’autonomie marocain comme solution crédible et réaliste. Encore un effort, pourrait-on dire.



Rédigé par : Mustapha Sehimi

AKHANNOUCH AU PARLEMENT, DES SORTIES CONVENUES ET SANS CONTRADICTION

Encore une fois, et une fois n'est pas coutume, le chef du gouvernement s'est plié au jeu des questions réponses au parlement... la semaine dernière à la 1ère Chambre, et cette semaine à la 2ème. Le fait est assez rare pour être relevé, et donc on le relève. Pour le reste, deux discours d'Aziz Akhannouch, qui se résument à des chiffres et des lettres. Des réalisations, il y en a de toute évidence, et des manquements aussi. Et on constate qu'avec le temps, le chef du gouvernement a pris une certaine confiance dans la communication... du moins au parlement. Mais il est vrai qu'il n'y a pas de contradicteur audible.

Que peut dire un chef du gouvernement en dehors d'un satisfecit délivré à lui-même ? M. Akhannouch est venu, il a lu puis il a répondu. Le jeu classique et monotone, à la limite soporifique, sauf quelques joutes verbales plutôt poussives entre les uns et les autres. Mais il faut reconnaître ce qui est. Et ce qui est consiste à rappeler que ce gouvernement est arrivé à une période très difficile, une période de fin de Covid et une période de début de guerre, en plus d'une sécheresse tenace. Aziz Akhannouch l'a rappelé.

Il a donc fallu tenir le choc et maintenir les grands équilibres macroéconomiques, et force est de constater que cela a été fait et globalement réussi. La majorité soutiendra ce fait et l'opposition le contredira, ce qui est chose normale dans une démocratie, avec une dose de mauvaise foi des uns et des autres. Mais on peut dire que d'une manière générale, le gouvernement a su maintenir ces équilibres dans la contrainte de tous les grands chantiers lancés et de la pluie de milliards de DH engagés dans la reconstruction et la réhabilitation d'al-Haouz, dans la préparation du Mondial, dans le chantier de la protection sociale, dans le programme d'éducation, dans l'extension de la LGV... L'endettement reste maîtrisé même s'il surchauffe un peu, mais l'Etat semble pouvoir faire face en actionnant le levier des impôts (et surtout de leur recouvrement) et quelques astuces pour la dette.

Par ailleurs, et sur un plan strictement politique, les choses aussi doivent être dites : le RNI et son chef Akhannouch ont su maintenir la cohésion de la majorité, et PAM et Istiqlal ont accepté d'être relégués au rang de compléments d'une majorité qui n'aurait certes pas été sans eux, mais qui aurait également pu se faire sans eux. Ils le savent, ils l'ont compris, et ils font avec en attendant mieux. Le RNI est le parti



dominant aujourd'hui la scène politique, et qui se prépare à continuer.

Sauf que tout cela ne fait pas une politique, et que tout cela n'indique pas un succès du gouvernement, du moins sur la base des dix engagements pris par son chef un jour d'octobre 2021. Personne ne lui demandait d'aller aussi loin, il l'a fait, il l'a promis, et ne l'a pas respecté. Si le taux de croissance n'est pas au rendez-vous, on peut expliquer cela par les pressions et les incertitudes externes, mais la création d'un million d'emploi reste un objectif largement manqué, de même que l'augmentation du taux d'activité des femmes, qui a plutôt stagné, voire légèrement régressé. Les chiffres de la protection globale, avec une couverture annoncée à près de 90%, sont vigoureusement disputés par les gens du métier ; la pauvreté aurait reculé, mais pas la vulnérabilité ; la classe moyenne est de plus en plus moyenne et dispose de moins en moins de moyens ; la justice territoriale est toujours injuste.

En un mot, si les choses avancent, la marche globale demeure anémique, et ce que ne dit pas ou ce que ne voit pas le chef du gouvernement est cette ambiance de perte de confiance, puis de méfiance généralisée. Les gens ne croient pas aux chiffres annoncés et le gouvernement n'a jamais répondu à la grave accusation d'insincérité des chiffres publics portée par l'économiste PPS Mohamed Benmoussa voici plus d'un an. Si l'économie supporte les différents chocs, la politique se porte mal, très mal.

Chroniqueurs invités

En effet, le débat politique public est de plus en plus atone. L'opposition est émiettée, mais elle arrive à faire entendre ses différentes voies, séparément. Le plus crédible et le moins inaudible demeure Nabil Benabdallah, qui tire la sonnette d'alarme sur les élections de 2026 et met en garde contre l'utilisation de l'argent pour le prochain scrutin, rappelant que cela avait été le cas avant. Et, plus grave, les réformes sociétales sont le parent pauvre de ce gouvernement et de cette majorité. Ainsi, la réforme de la Moudawana attend toujours, de même que celle du code pénal, et les réformes introduites dans la procédure pénale sont tout simplement scandaleuses. Empêcher les associations et les personnes physiques de dénoncer des crimes économiques supposés, ne pas légiférer sur l'enrichissement illicite et détourner le regard de la question du conflit d'intérêt placent le gouvernement dans une attitude de complicité potentielle avec les auteurs de ces crimes et délits supposés.

On prête à Aziz Akhannouch et à son parti le RNI la ferme intention de vouloir rempiler, ce qui est tout à fait légitime et acceptable. Mais il lui faudra, maintenant, parler, s'exprimer, s'exposer. Il devra accepter le débat contradictoire avec l'opposition ou avec les médias, les siens et les autres ; M. Akhannouch est plus détendu lors de ses prises de parole au parlement, il doit maintenant essayer le débat public, avec des vrais contradicteurs et pas la masse grise, acquise et soumise de ses députés.

Il est toujours facile d'aligner des chiffres, même les plus invraisemblables comme pour l'emploi ou les plus fantaisistes comme le taux de couverture sanitaire. Mais quand la population ploie sous le poids des prix des denrées alimentaires qui montent, quand des douars entiers entrent en contestation ouverte (et il n'y pas qu'Aït Boughemez), quand de très forts de soupçons de corruption ou de collusion entourent les opérations de subventions des viandes (au point que le Roi confie la gestion de ces subventions au ministère de l'intérieur), quand de gigantesques non-dits s'installent, comme pour la Samir et les prix des carburants, quand les injonctions royales à structurer la sphère des MRE reste lettre morte... et quand le mode de direction du gouvernement se transforme en une sorte de mépris pour les plus faibles, alors la nécessité d'agir devient vitale.

Puisque le RNI ne parle pas et qu'en dehors des youyous il refuse tout débat, alors il appartient aux autres partis de le faire, maintenant, comme il revient aux citoyens, le jour dit, d'aller voter en masse et de dénoncer toute malversation. Et en ultime recours, l'article 42 de la constitution pourrait bien un jour être activé.

Le RNI a déjà entamé les premiers mouvements d'échauffement dans la perspective des prochaines élections ; c'est légitime mais il est au préalable important de faire



l'inventaire de ce mandat et d'obtenir les vrais chiffres. Alors peut-être que les gens iront voter, sinon il faudra encore faire travailler l'ingénierie électorale. Sauf qu'en 2026, les enjeux mondiaux étant ce qu'ils sont, les exigences internes se présentant comme elles sont, et les incertitudes de tous genres se bousculant, le Maroc ne pourra plus se permettre ce genre d'ingénierie qui règlent des problèmes immédiats et en créent



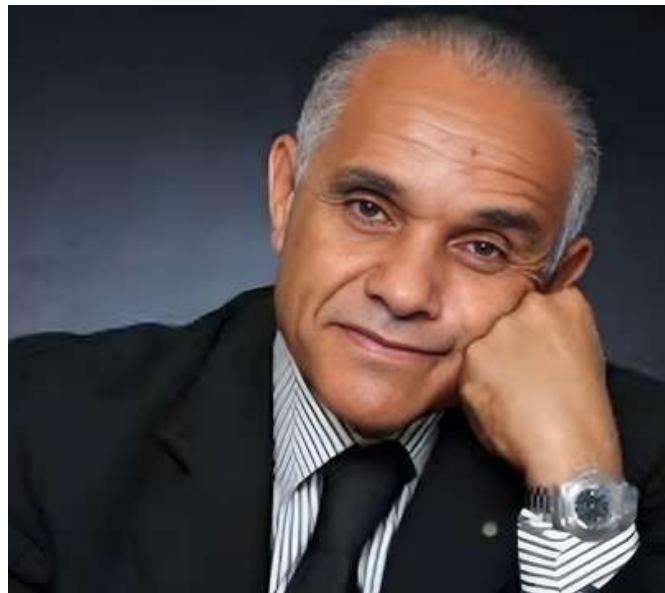
Rédigé par :Aziz Boucetta

MAROC-NIGERIA : DE LA FROIDEUR À UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE CONTINENTAL

Je me trouve à Abeokuta au Nigéria pour l'organisation des Championnats d'Afrique d'Athlétisme des U18 et des U20. Quoi de plus normal que de penser aux relations entre le Maroc et le Nigéria qui ont connu une évolution notable passant d'une période de distance et de prudence à un partenariat stratégique majeur pour l'Afrique. Un indice éloquent: la compagnie aérienne nationale assure aujourd'hui deux vols quotidiens sur Lagos.

Dans les années 1960 à 1980, les relations entre le Maroc et le Nigéria sont restées formelles mais distantes, en raison de divergences idéologiques profondes. Le Nigéria, poids lourd anglophone et proche du bloc non-aligné ; un non alignement qui signifiait plutôt un alignement sur les modèles de l'Europe de l'Est de l'époque. Le Maroc, quant à lui, plus proche de l'Occident, adoptait une diplomatie prudente en respect de son positionnement séculaire et de ses fondamentaux de non ingérence et de respect des peuples et de leurs choix. La distanciation entre les deux pays a été plus actée notamment après le retrait du Royaume de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en 1984, en réaction à l'adhésion de la République fantoche arabe sahraouie démocratique à cette organisation. La question du Sahara dit occidental constituait un point de friction majeur, le Nigéria soutenant la RASD, ce qui freinait tout rapprochement significatif. Ainsi, les relations durant la décennie 1980-1990 sont restées tièdes, limitées à des échanges diplomatiques de base.

Le retour de la démocratie au Nigéria en 1999, avec l'élection d'Olusegun Obasanjo, et la montée en puissance du Maroc sur la scène africaine ont marqué un tournant. Les deux pays ont entamé un rapprochement diplomatique discret mais concret. Plusieurs domaines ont été explorés pour renforcer la coopération : l'énergie avec des discussions sur une coopération gazière, le commerce avec des échanges modestes mais en croissance, l'agriculture dans l'objectif de satisfaire aux besoins croissants de la population nigériane, ainsi que la dimension religieuse, notamment à travers le soufisme et l'enseignement religieux modéré promu par le Maroc.



Le véritable tournant s'est produit en décembre 2016, lors de la visite historique du roi Mohammed VI à Abuja. Cette visite a marqué une rupture dans les relations bilatérales, avec la signature de nombreux accords de coopération dans les secteurs agricole, bancaire, industriel, religieux et énergétique.

L'on rappellera ici les accolades fraternelles et les propos chaleureux ayant marqué les rencontres de Sa Majesté le Roi Mohammed VI avec le Président Buhari.

Le projet phare dans cette dynamique est le gazoduc Nigeria-Maroc (NMGP), annoncé en 2016. Ce projet ambitieux, long de plus de 5600 km et traversant 13 pays d'Afrique de l'Ouest, vise à acheminer le gaz nigérian jusqu'au Maroc, puis potentiellement vers l'Europe. Ses objectifs sont multiples : assurer la sécurité énergétique, favoriser l'intégration régionale et renforcer la stabilité géopolitique. Entre 2022 et 2023, plusieurs accords de financement et d'études techniques ont été signés avec la CEDEAO, l'OPEP et des partenaires européens.

Chroniqueurs invités

Parallèlement, la coopération s'est diversifiée : des banques marocaines ont investi au Nigeria, tandis que le partenariat entre l'Office chérifien des phosphates (OCP) et le Dangote Group a renforcé la production d'engrais au Nigeria.

Sur le plan religieux, le Maroc accueille des imams nigérians dans ses centres de formation, consolidant ainsi les liens culturels et religieux.

Depuis l'élection du président Bola Tinubu en 2023, la coopération active avec le Maroc semble se poursuivre. Le projet du gazoduc NMGP avance avec le soutien d'acteurs importants tels que l'Union européenne et la Banque Islamique de Développement, malgré un contexte mondial compliqué marqué par la guerre en Ukraine et des instabilités régionales.

La question du Sahara occidental demeure une ligne de fracture modérée : le Nigeria n'a pas retiré sa reconnaissance de la RASD, mais n'émet plus de déclarations hostiles envers Rabat depuis plusieurs années, témoignant d'un apaisement diplomatique certain.

Le partenariat Maroc-Nigeria s'inscrit dans une dynamique géostratégique complexe, notamment en compétition et complémentarité avec l'Algérie. Le projet Maroc-Nigeria est parfois perçu comme un contrepoids au gazoduc transsaharien Algérie-Nigeria, qui reste à l'état de projet contrairement au projet marocain qui avance à grande vitesse et selon le timing arrêté.

Sur le plan régional, cette alliance pourrait redessiner les axes Nord-Sud de coopération africaine, reliant l'Afrique de l'Ouest au Maghreb, et dépasser ainsi la traditionnelle division francophone/anglophone. L'adhésion du Maroc à la CEDEAO, bien que suspendue, illustre cette volonté d'intégration économique poussée avec Abuja comme partenaire-clé.

Les relations entre le Maroc et le Nigeria ont évolué d'une froideur diplomatique à une alliance stratégique structurante pour le continent africain. Le projet de gazoduc, l'implantation bancaire, la coopération agricole et religieuse, ainsi que les convergences géoéconomiques font de ce partenariat un pilier majeur du Sud global africain. La prochaine décennie sera déterminante pour mesurer la capacité de ces deux pays à transformer leur coopération en un moteur d'intégration continentale.

Le panorama clair et la chronologique de l'évolution des relations bilatérales Maroc-Nigeria, souligne les enjeux politiques, économiques et géostratégiques qui les sous-tendent.



Rédigé par : Aziz Daouda

Peut on conclure sans rendre un hommage appuyé et prier pour l'âme du Président Muhammadu Buhari décédé le dimanche 13 juillet à Londres à l'âge de 82 ans des suites d'une longue maladie. C'est durant sa présidence que les relations entre les deux pays se sont développées et sont sorties de la routine conflictuelle larvée vers une coopération Win Win. Paix à son âme.

"J'ACCUSE: LA LUTTE DES CLASSES 4.0 EST DÉCLARÉE"

J'accuse ceux qui, tout en maîtrisant l'intelligence artificielle, en exploitant ses puissances et en cohabitant avec ses algorithmes comme on cohabite avec un miroir fidèle mais froid, se permettent de juger souvent avec morgue, parfois avec cynisme ceux qui n'osent pas l'apprivoiser ou même la découvrir. Ceux qui n'ont pas signé le même contrat social avec la machine. Ceux qui, peut-être, n'ont pas été formés dans les mêmes écoles, n'ont pas lu les mêmes auteurs, ni même grandi avec les mêmes priviléges numériques.

Oui, j'accuse ceux qui ont fait de l'IA leur assistante docile, leur collaboratrice de luxe, leur muse automatique, de retourner ensuite cette arme, car c'en est une contre ceux qui l'ignore encore pour l'instant par instinct de survie. Et surtout contre ceux qui, par peur d'être devancés, sont réduits au silence, à la disqualification, à la moquerie. Sous couvert de rigueur, d'éthique ou de "bon usage", ces nouveaux chevaliers blancs de la technologie prennent bien soin de ne jamais poser la seule vraie question : à qui profite vraiment cette automatisation ? Qui a les clés du système ? Qui a la bande-passante, le bon prompt, les crédits, l'anglais fluide et la culture API-friendly ?

L'hypocrisie est totale chez ceux qui dénoncent aujourd'hui les mauvais usages de l'intelligence artificielle ne sont pas tant préoccupés par l'éthique que par leur propre position sur l'échiquier. Ils n'attaquent pas l'outil, ils attaquent ceux qui s'en servent parce qu'ils pourraient les concurrencer, les dépasser, voire... les remplacer.



Encore une fois, comme toujours, c'est une lutte pour le pouvoir.

Avant, on opposait ouvriers et patrons. Puis cols bleus contre cols blancs. Puis diplômés contre autodidactes.

Aujourd'hui, ce sont les "natifs IA" contre les "prolétaires digitaux",

Encore une fois, comme toujours, c'est une lutte pour le pouvoir.

Avant, on opposait ouvriers et patrons. Puis cols bleus contre cols blancs. Puis diplômés contre autodidactes.

Aujourd'hui, ce sont les "natifs IA" contre les "prolétaires digitaux", ceux qui tâtonnent, qui testent, qui apprennent en ligne, qui créent sans diplôme, sans validation, sans signature universitaire. Des artisans du futur sans les galons, mais avec la rage de comprendre.

Experts invités

Et que leur oppose-t-on ? Le mépris.

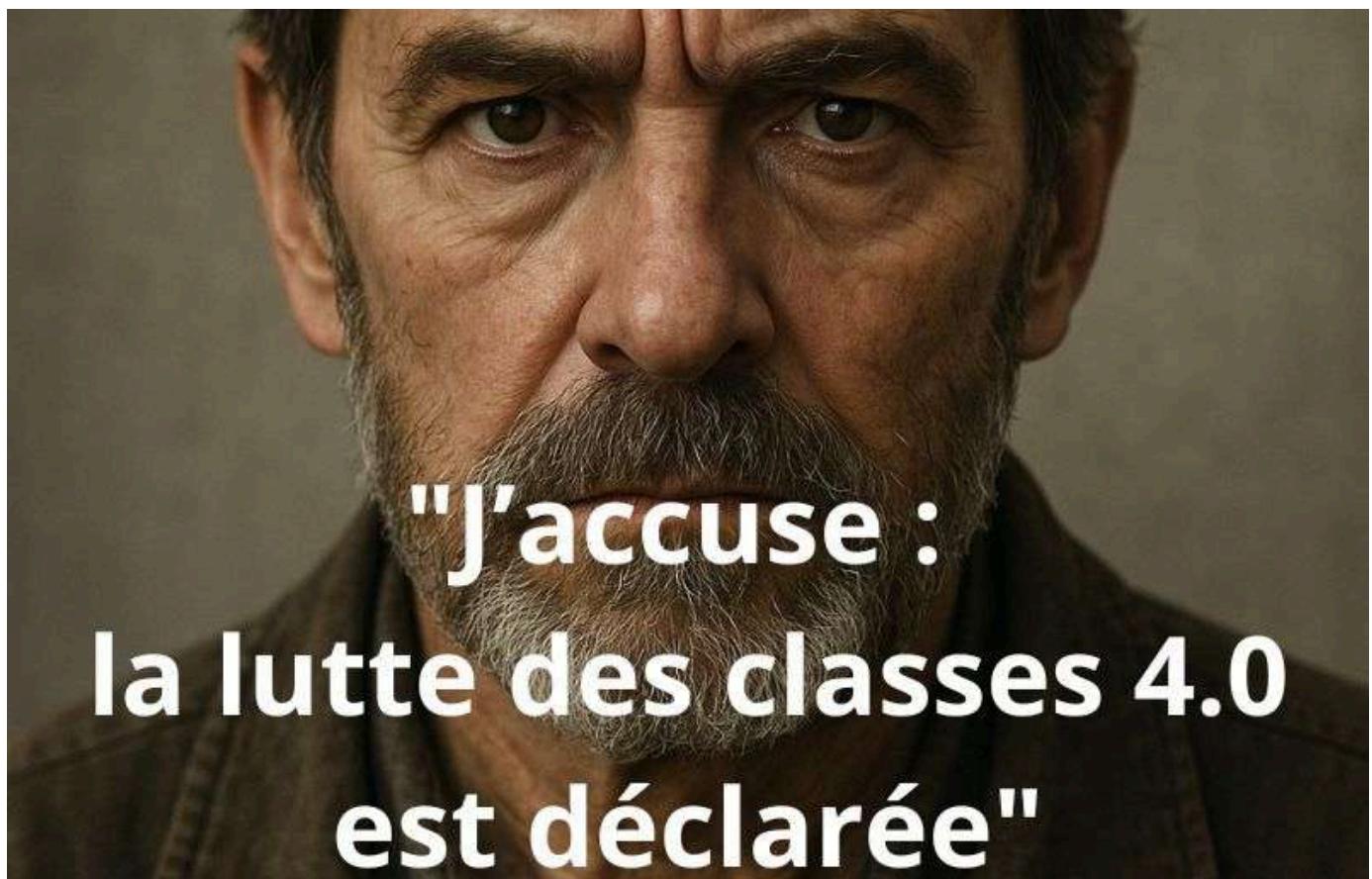
"Tu ne sais pas coder ? Retourne à tes brouillons."

"Tu prompts avec ChatGPT ? Ce n'est pas de la vraie créativité."

"Tu fais des vidéos avec Heygen ? Tu n'es pas un vrai animateur."

"Tu gagnes de l'argent avec Suno ou Midjourney ? C'est du vol."

Non, ce n'est pas du vol. C'est de l'adaptation. C'est de la survie. C'est de la ruse au sens noble, celle qui a toujours animé les opprimés dans leur lutte pour exister dans un système biaisé.



Alors oui, j'accuse.

J'accuse ces élites numériques d'avoir transformé l'intelligence artificielle en barrière de classe.

J'accuse ces commentateurs technophiles de saboter la démocratisation de l'IA pour préserver leur zone de confort intellectuel.

J'accuse ces experts d'aujourd'hui de pratiquer, sans le dire, un darwinisme social déguisé en "veille éthique".

Et j'annonce ceci : la vraie révolution de l'IA ne sera ni éthique, ni technique, ni académique. Elle sera sociale. Et ceux qui en seront les artisans ne viendront pas tous des grandes écoles. Ils viendront des marges. Des oubliés.

Des autodidactes. Des créateurs invisibles qui auront compris que l'IA, c'est un levier, pas une religion.

L'histoire ne se répète pas. Elle se met à jour.

Version 4.0.

Version insoumise.

Version libre.



Rédigé par : rédaction

Et vous, vous êtes dans quelle classe ?

QUAND LA SPÉCULATION L'EMPORTE SUR LES FAITS : LE FACE-À-FACE ENTRE LAHCEN HADDAD ET IGNACIO CEMBRERO

Le récent échange entre le journaliste espagnol Ignacio Cembrero et le parlementaire marocain Lahcen Haddad met en lumière un différend de fond sur l'interprétation des dynamiques diplomatiques entre Rabat et Madrid. Cembrero, fidèle à sa réputation de critique acerbe — et certains diraient presque obsessionnelle — du Maroc, avance que la fermeture temporaire des douanes commerciales de Ceuta et Melilla serait une "sanction" infligée par Rabat au Parti Populaire espagnol (PP) pour avoir invité une délégation du Polisario à son congrès. Une interprétation que Lahcen Haddad a fermement rejetée, arguments et références à l'appui.

Selon Cembrero, des « sources fiables » lui auraient confirmé que cette décision marocaine visait à sanctionner le PP. Il évoque également la lettre envoyée par Nizar Baraka, secrétaire général du Parti de l'Istiqlal, à Alberto Núñez Feijóo, président du PP, pour étayer sa thèse. Pourtant, comme le souligne Haddad, cette coïncidence temporelle ne suffit en aucun cas à établir un lien de causalité. Il s'agit là d'un non sequitur, d'un enchaînement illogique d'arguments destiné à alimenter une grille de lecture militante plutôt qu'un raisonnement fondé.

Dans une série de messages publiés sur X (anciennement Twitter), Lahcen Haddad



rappelle que les relations entre Rabat et le gouvernement espagnol dirigé par le PSOE sont cordiales, stables, et s'inscrivent dans le cadre de la feuille de route bilatérale signée le 9 avril 2022. Cette dernière prévoit explicitement la possibilité de moduler ou suspendre temporairement les opérations douanières pendant les périodes de fort trafic, notamment l'opération « Paso del Estrecho » (Marhaba), qui mobilise chaque été des moyens logistiques massifs pour le retour de millions de Marocains résidant en Europe.

Ce que Cembrero présente comme un acte hostile est donc, selon EFE — citant le ministère espagnol des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération —, un ajustement opérationnel bilatéral prévu dans un cadre d'accord, et non un signal politique. « L'accord est pleinement en vigueur », insistent les autorités espagnoles, qui soulignent que les douanes « travaillent ensemble » pour concilier flux de marchandises et passages de voyageurs.

Sur la lettre de Nizar Baraka, Lahcen Haddad rappelle que ce dernier s'est exprimé en tant que chef de file du Parti de l'Istiqlal, allié historique du Parti Populaire au sein de l'Internationale Démocratique du Centre (IDC). Sa lettre n'était ni une protestation officielle ni une interférence dans les affaires internes espagnoles, mais un rappel amical adressé à un partenaire politique de longue date, l'invitant à adopter une position claire en faveur de la souveraineté du Maroc sur le Sahara, comme l'ont déjà fait de nombreux partis membres de cette même famille idéologique.

Par ailleurs, la version avancée par Cembrero selon laquelle le Polisario aurait été officiellement invité au congrès du PP est loin d'être confirmée. Des sources internes au PP, citées dans divers médias espagnols, évoquent plutôt une initiative isolée d'un député proche du mouvement séparatiste, sans aval officiel de la direction nationale du parti. Ce point a également été souligné dans un article de Patricia MedjidiJuez sur Tribuna Digital⁷, que Lahcen Haddad a cité à l'appui de ses propos.

Cembrero, au lieu de s'appuyer sur ce contexte ou sur les sources institutionnelles, préfère interpréter, extrapoler et politiser. Il transforme un ajustement logistique prévu, acté conjointement par Madrid et Rabat, en supposée « sanction diplomatique ». Il projette une logique punitive là où existe, en réalité, une coopération opérationnelle. C'est là que réside le problème : non pas dans les faits eux-mêmes, mais dans leur instrumentalisation à des fins de récit, parfois en contradiction avec la réalité diplomatique observable.

Au final, l'échange entre Lahcen Haddad et Ignacio Cembrero illustre non seulement une divergence d'analyse, mais surtout de méthode. L'un s'appuie sur des faits vérifiables, des déclarations officielles, des références concrètes. L'autre construit une lecture orientée, enchaînant des liens faibles pour justifier des conclusions fortes.



Dans ce débat, Lahcen Haddad défend une approche fondée sur la rigueur, la clarté des relations bilatérales, et le respect des accords signés. Ignacio Cembrero, lui, donne l'impression de chercher systématiquement la faille, quitte à tirer les fils d'une narration cousue de fil blanc, et à ignorer ce que le journalisme exige avant tout: la précision, le recul, et la vérification.



Rédigé par : Francisco Carvajal



SCAN ME!

**REJOIGNEZ NOTRE CHAÎNE WHATSAPP
POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !**

GAZA : MOURIR À PETIT FEU, LE VENTRE CREUX

Il est des crimes qui ne réclament ni épée, ni fusil, ni poudre. Des crimes plus anciens que la guerre elle-même, plus subtils, plus lents, mais non moins barbares. À Gaza, on n'extermine pas seulement à coups de bombes : on affame. On étrangle par le vide. On assassine par l'absence.

Imaginez un théâtre de ruines où le rideau ne tombe jamais. Là, les enfants ne jouent plus, ils dépérissent. Les mères ne chantent plus, elles comptent les jours sans pain. Les pères ne travaillent plus, ils mendient de quoi tenir une nuit de plus. Et dans ce décor infernal, les hôpitaux deviennent des antichambres de la mort, où l'on soigne sans médicaments, où l'on opère sans anesthésie, et où l'on meurt dans le silence.

Ô monde éclairé, ô siècle des droits de l'homme ! Où donc est passée votre éloquence, vous qui jadis écriviez des déclarations en lettres dorées ? Aujourd'hui, ces lettres sont rouges. Rouges du sang des innocents et du feu que la faim allume dans les entrailles de tout un peuple. Gaza n'a plus de pain, mais elle a des martyrs. Elle n'a plus de voix, mais elle a des chiffres. Et ces chiffres, hélas, ne dérangent que les consciences encore capables de frémir.

On prétend que la faim ne fait pas de bruit. C'est faux. À Gaza, elle hurle. Elle tambourine contre les ventres. Elle griffe les visages. Elle décharne les bras. Et quand, par miracle, un convoi humanitaire fend les barbelés de l'indifférence, il est reçu non par des mains tendues, mais par des balles. Mourir en recevant un sac de farine : voilà ce que signifie désormais espérer.

Messieurs les philosophes de salon, messieurs les stratèges de bureau, mesdames les diplomates des beaux quartiers, dites-nous donc : quelle est la différence entre un champ de bataille et un champ de ruines affamées ? Quelle est la dignité d'un blocus sinon celle d'un meurtre qui prend son temps ?



Gaza meurt d'une mort lente, cruelle, prémeditée. Et l'on ne pourra pas dire : « Nous ne savions pas. » Non. Ce n'est pas seulement un peuple que l'on affame. C'est notre humanité qu'on assassine à la petite cuillère.

Et quand tout sera terminé, car tout finit toujours, même les massacres, que restera-t-il ? Des pierres et des os, des souvenirs qui hanteront les rares survivants, des visages d'enfants figés dans la maigreur, des cris que personne n'a voulu entendre, des hôpitaux réduits en poussière. Et sur les pages de l'Histoire, cette honte ineffaçable : celle d'avoir laissé mourir un peuple, non dans le fracas des armes, mais dans le silence de la faim.

Car un corps qu'on affame s'éteint, mais une conscience qui détourne le regard meurt à jamais. Et demain, lorsque nos petits-enfants nous demanderont : « Comment ont-ils pu mourir de faim sous vos yeux ? » que répondrons-nous ?



Rédigé par : Hajar Dehane

CHRONIQUE D'UN PARENT MAROCAIN DÉSABUSÉ FACE À UNE GÉNÉRATION PRESSÉE, CAPRICIEUSE, ET PARFOIS INGRATE.

Par un parent qui préfère garder l'anonymat pour ne blesser personne

Je suis désabusé. Oui, totalement. Et je sais que je ne suis pas seul. Je suis père et bien Marocain. Ce qui veut dire que j'ai grandi avec l'idée qu'on fait des enfants pour les aimer, les élever, leur transmettre des valeurs... et parfois pour espérer un minimum de reconnaissance, de respect, de continuité. Mais cette nouvelle génération, disons-le franchement, ne ressemble en rien à ce que nous avons imaginé. Elle nous dérange. Elle nous heurte. Et elle nous oublie. Trop vite. Trop facilement.



Ils sont plus égoïstes.

Ils vivent en circuit fermé, chacun dans sa bulle digitale, ses notifications, ses selfies, son compte Insta. Le "je" a remplacé le "nous". La famille n'est plus un pilier, mais une option. Ils réclament notre argent, nos sacrifices, notre présence... mais pas nos conseils. Ils veulent bien qu'on les aide, mais surtout qu'on ne les dérange pas.

Ils sont plus arrivistes.

À 20 ans, ils veulent déjà "réussir". Mais réussir quoi, exactement ? Ils ne savent pas. Ils veulent juste "le lifestyle", le buzz, le confort. Monter une boîte sans jamais avoir travaillé, devenir influenceur sans avoir lu un livre, voyager à Bali sans avoir payé leur ticket de tram. Le rêve est devenu une stratégie marketing. L'ambition n'est plus une patience, c'est un caprice. On ne construit plus. On consomme.

Ils sont court-termistes.

Tout doit être immédiat. L'amour, le travail, le bonheur. Ils ne supportent plus la frustration, la lenteur, les étapes. Si ça ne marche pas aujourd'hui, on jette. Une relation ? Next. Un job ? Burn-out au bout de trois mois. Un projet ? Abandonné au premier obstacle. Ils ont la mentalité du zapping. Et nous, parents, avons la lourde impression de parler dans le vide.

Mais le pire dans tout ça, c'est ce sentiment d'avoir transmis le contraire de ce qu'ils incarnent.

Nous avons été prudents, patients, sobres. Nous avons épargné, travaillé, attendu. Nous avons vécu des années avec l'espoir qu'eux vivraient mieux que nous

Mais à force de leur donner tout ce que nous n'avons pas eu, avons-nous trop cédé ? Trop protégé ? Trop excusé ?

Nous leur avons ouvert le monde. Ils nous ont claqué la porte au nez.

Nous leur avons appris le mérite. Ils réclament l'exception.

Nous avons grandi avec la peur de manquer. Ils vivent avec l'obsession de paraître.

Et dans cette relation fracturée, il y a aussi notre part de responsabilité. On les a élevés dans une société en mutation, sans repères fixes, sans boussole collective. On leur a transmis des injonctions contradictoires : sois libre, mais conforme-toi ; réussis vite, mais reste humble ; exprime-toi, mais respecte l'ordre. Un casse-tête moral. Et eux, à leur manière chaotique, n'ont peut-être fait que s'adapter.

Alors oui, je suis désabusé. Mais pas amer.

Car au fond, je continue à espérer. Espérer qu'un jour, cette génération réalise que le confort n'est pas un droit mais une conquête. Que la réussite n'est pas une photo partagée mais une histoire construite. Que la liberté ne vaut rien sans la responsabilité.

Et peut-être qu'un jour, elle reviendra vers nous. Pas pour demander, mais pour comprendre.

Pas pour réclamer, mais pour partager.

Et ce jour-là, nous serons encore là. Parce que malgré tout, nous sommes des parents. Et l'amour parental, aussi désabusé soit-il, reste le seul amour qui persiste après toutes les déceptions.

LE RÉSISTANT LIBANAIS CHRÉTIEN DÉFENSEUR DE LA CAUSE PALESTIENNE ET LIBANAISE FACE À L'OCCUPATION SIONISTE



George Ibrahim Abdallah alias "l'Masri", a bénéficié le 17 juillet 2025 de la confirmation par la cour d'appel de Paris de l'autorisation de libération prononcée par le tribunal d'application des peines en 2024 après 41 ans de prison. Malgré l'ingénierie de l'oubli qui a entouré sa vie militante, il incarne une époque révolutionnaire à la fois romantique et déterminée des années 70 et fait partie de l'histoire de la résistance palestinienne.

Il fut le Fondateur de la Fraction Révolutionnaire Libanaise FARL qui était la version orientale d'organisations communistes armées influencées par le Front Populaire de Libération de la Palestine FPLP (fondateur de l'OLP) et de ses figures légendaires telles que Georges Habach, Wadie Haddad ou Vladimir Illich Ramirez alias "Carlos", considérés encore par les USA et l'UE comme organisation ou personnalités sujettes du terrorisme.

George Ibrahim Abdallah et la FARL étaient intimement liés à une mouvance clandestine communiste révolutionnaire d'une période trouble de l'histoire politique contemporaine, dont les acteurs furent "Action Directe" en France, les "Brigades Rouges" en Italie, la "Fraction Armée Rouge" en Allemagne (Rote Armée Fraktion), l'"Irish Republican Army" en Irlande (IRA), "Euskadi Ta Atasuna" en Espagne (ETA) ou encore le "Tandim" au Maroc bras armé de l'UNFP dirigé par Mohammed Basri alias "l'Fkikh" et Mohammed Bennouna alias "Mahmoud".

Défendu par Maître Jacques Vergès, l'Avocat des résistants et des révolutionnaires qui a dénoncé devant la justice la "raison d'Etat" et l'ingérence des USA dans l'affaire "Georges Abdallah" par des preuves documentées du département d'état américain, George Ibrahim Abdallah obtiendra des décisions judiciaires favorables au dénouement de son dossier jusqu'au prononcé de sa libération qui finira par devenir effective le 25 juillet 2025.

Un hommage devra certainement être rendu à sa défense notamment à la mémoire de Me Vergès, à la justice française qui a encore investi en la confiance qui est due à son honorable institution, aux mouvements de gauche et de droits humains en France et dans le monde qui ont résisté à l'oubli et ont continué à soutenir la peuple palestinien, et à George Ibrahim Abdallah qui est resté digne pendant les quatre décades de privation de sa liberté et hermétique à toute révision quant à la justesse de la cause palestinienne.



Rédigé par: Mahmoud Bendjelloun



UNE PRÉSENCE FORTE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX



167,2K
FOLLOWERS



412K
FOLLOWERS



1,2M
FOLLOWERS



138K
FOLLOWERS

QUI DIT MIEUX ?

SUIVEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX
ET RECEVEZ NOS DERNIÈRES ACTUALITÉS



QUI A LAISSÉ FAIRE ?

DES SILENCES COUPABLES ET LES RESPONSABILITÉS FUYANTES DANS LE MONDE MÉDICAL MAROCAIN

Attention à une certaine pieuvre blanche qui risquerai de saigner les caisses de remboursements des frais médicaux, d'avaler les petits cabinets et cliniques privées, d'absorber les ressources humaines de la santé publique et finir par provoquer un désordre social..

Il y a des silences qui tuent.

Des silences qui ne sont ni par ignorance, ni par fatigue.

Mais des silences complices.

Des silences stratégiques. Des silences qui arrangent.

Qui a fermé les yeux devant le TPA (le temps plein aménagé pour une catégorie de médecins), sauvage dans la pratique médicale au Maroc ?

Ce tiers payant généralisé, promu comme progrès social, mais souvent appliqué sans cadre, sans garde-fou, sans respect des règles déontologiques, est devenu dans certains cas un système de marchandisation de l'acte médical.

Le médecin n'est plus ce professionnel investi d'une mission noble, mais un simple prestataire de service bradé au plus offrant.

Et tout le monde regarde ailleurs.

Qui a failli à son devoir de révision de la TNR, cette tarification nationale de référence des actes médicaux, devenue obsolète, injuste, et surtout inapplicable dans un système où les réalités économiques et les coûts de l'acte médical ont profondément changé ?

Ce barème en l'état n'est ni protecteur pour le patient, ni viable pour le praticien.

Et pourtant, il reste là, inchangé, figé, comme si on voulait volontairement créer la confusion et encourager l'informel.



Qui est responsable de la dégradation morale du statut du médecin ?

Ce médecin qu'on appelle encore « le noble praticien » dans les discours officiels, mais que l'on constraint dans la pratique à accepter l'humiliation, le soupçon, l'épuisement et la précarité.

Ce médecin à qui on demande toujours plus vigilance, humanité, performance, disponibilité.

Qui permet à une pieuvre blanche, inconsciemment ou consciemment, de sucer toutes les compétences disponibles, ce qui finira par tuer les cabinets médicaux et les petites cliniques.

Provoquant, des faillites dans le cours terme et la mort d'une activité médicale libérale basée sur la concurrence et qui fais vivre une certaine classe moyenne.

Ce texte est un signal d'alarme sur une situation qui risque de s'aggraver au fil du temps si on ne réagit pas.



Rédigé par: Anwar CHERKAOUI



SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES
POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO,
ÉMISSIONS WEB TV, PODCASTS, REPORTAGES, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS...



TOUTE L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR ET EN CONTINU

www.lodj.ma



SCAN ME!

@lodjmaroc



À CE NIVEAU DE LA CONNAISSANCE, PEUT-ON PRÉTENDRE À LA PERFECTION ?

Dans une vie, une démarche initiatique est plus qu'essentielle. Elle permet de découvrir de nouvelles pistes de réflexion et d'ouvrir des voies à l'élévation intellectuelle et spirituelle.

Cela se matérialise en général par la victoire ultime sur ses passions et ses excès en tous genres.

La démarche initiatique apprend qu'il ne faut surtout pas se forger d'idoles humaines et qu'il faut découvrir l'idée derrière tous les symboles et toutes les manifestations se trouvant sur terre.

Elle permet d'apprendre à écouter et respecter toutes les opinions quels que soient leurs origines et à admettre que la vérité absolue est inaccessible à l'esprit humain.

Une fois initiés, nous apprenons que nous ne sommes rien par rapport à l'immensité de l'Univers, que nous sommes faibles devant la loi universelle qui régit tout substratum et ses attributs.

Nous apprenons également que nous nous devons d'être à la hauteur du devoir qui est le nôtre avec conscience et en toute circonstance.

Toute démarche initiatique renvoie en définitive à la nature du lien entre l'esprit et la matière. Ce diptyque exprime l'immanence et la transcendance participant au développement spirituel et philosophique de l'individu.

La transcendance évoque l'idée d'un lien avec le principe créateur, la divinité.

L'immanence évoque plutôt la notion de la connaissance de soi pour accéder à ce qui est connu dans plusieurs traditions spirituelles comme la connaissance suprême, c.à.d. le plus haut niveau de compréhension de la physique et de la métaphysique.

L'homme est à l'image de son créateur, et c'est en soi qu'il faut chercher une vérité à la fois immanente et transcendante.

La formule antique « connais-toi toi-même et tu connaîtras l'univers et les dieux » nous le rappelle ainsi que la phrase de la table d'émeraude, célèbre texte alchimique d'Hermès Trismégiste, « ce qui est en bas est comme ce qui est en haut, et ce qui est en haut est comme ce qui est en bas ».

L'être « parfait » n'existe pas ou ne peut pas exister. Et pour cause, quelque soit son niveau de connaissance, l'être humain n'est pas en mesure de maîtriser totalement la dualité métaphysique esprit-matière.

Que choisir donc pour son cheminement initiatique, la vision dualiste ou la vision moniste ?



Je rappelle que la vision dualiste oppose le monde sensible au monde des idées alors que pour le monisme l'esprit et la matière constituent une seule et même réalité.

Pour ma part et pour répondre à la question objet cet article : « à ce niveau de la Connaissance, pouvons-nous prétendre à la Perfection ? », il me semble que nous sommes encore dans une vision pleinement dualiste et donc loin de la perfection absolue.

Nous percevons le monde sensible c.à.d. le monde terrestre par nos sens. Nous admettons que c'est un monde de changement, de devenir et de perfectibilité, un monde de copies des idées comme dirait Platon.

Le monde intelligible est plutôt le monde des idées suprêmes, de formes parfaites et immuables, accessibles par la raison.

L'être humain est manifestement entre la raison et la perfectibilité.

La raison aide à formuler des jugements et à faire la différence entre le vrai et le faux, le bien et le mal. Elle s'oppose à la sensibilité, à la foi aveuglante, ainsi qu'à la folie et aux passions.

La perfectibilité permet le progrès humain, le développement des sciences, des arts, et des sociétés en général.

Ainsi, la destinée de l'être humain est d'être en constante évolution, capable d'acquérir de nouvelles facultés et de progresser intellectuellement et moralement vers toutes les formes de la Connaissance, scientifique, pratique, culturelle et spirituelle.



Rédigé par: Ali Bouallou

MOI, ARDISSON ET AHMED FARAS.. AINSI S'ARRÊTA LA CHANSON ET CETTE FLAMME S'EST ÉTEINTE !

Lundi 14 juillet, le célèbre Thierry Ardisson tire sa révérence et c'est bien le cas de le dire. Il aura eu une mort, mise en scène comme il l'avait voulu !

L'enfant terrible de la télévision française, qui n'avait pas que des amis, recueille à sa disparition une foule d'hommages, des témoignages qui n'en finissent plus, à la hauteur de son immense carrière et de son talent incomparable.

Mais, là n'est point le sujet, les émissions spéciales se suivent sur plusieurs chaînes et un documentaire, réalisé il y a un par sa femme alors que la fin approchait, est diffusé le mercredi quarante huit heures après sa disparition.

Ardisson est parti dans l'au-delà, à qui il faisait très souvent d'ailleurs des clins d'œil moqueurs, irrévérencieux et carrément sarcastiques, mais il laisse derrière lui - et c'est bien le cas de le dire, des moments d'anthologie et des milliers d'images et de séquences qui sont répertoriés et archivés non seulement dans la mémoire collective, mais également dans toutes les chaînes où il a sévi, principalement France 2, et Canal Plus.

Quelque chose en nous de Thierry Ardisson !

.Et bien avant sa disparition, des années avant, l'INA avait lancé une chaîne YouTube consacrée entièrement à Ardisson, avec des vidéos assez courtes de ses émissions cultes, Tout le monde en parle, Salut les terriens, Lunettes noires pour nuits blanches, ou 83, Faubourg Saint Honoré !

Que ce soit en France ou au Maroc, j'ai eu un rapport phantasmagorique avec Thierry Ardisson, avec ces rendez-vous du samedi soir qu'il ne fallait rater sous aucun prétexte.

Ardisson me faisait fantasmer car sa liberté de ton, ses provocations et son style sans filtre et sans pudeur étaient pour moi de la science-fiction !

Non seulement j'étais convaincu que même en 2500 il n'y avait pas de chances qu'il y ait une émission de ce genre de ce côté-ci de la Méditerranée pour des raisons qu'il est inutile de rappeler, mais en me faisant rêver il m'avait donné envie de faire de la télé !



J'avais ainsi imaginé une émission que j'aurais voulu intituler Personne n'en parle, mais ce projet n'a jamais trouvé preneur et est depuis resté carrément dans mes tiroirs.

Pour la petite histoire, même en 2025 en France il n'est plus possible de réaliser une émission comme Tout le monde en parle, tant l'impertinence de Thierry en dérangerait beaucoup aujourd'hui dans une France qui n'est plus aussi libre et liberté qu'elle ne voudrait nous le faire croire.

D'ailleurs, pour son dernier passage sur France 2 chez Léa Salamé le samedi soir, Ardisson avait pris le risque de s'attirer les foudres des médias pro-sionistes, en déclarant que : "Gaza, c'est Auschwitz !".

A l'époque, sans fausse pudeur et sans modestie feinte ou hypocrite, je ressemblais à Thierry Ardisson, la drogue et l'alcool en moins il est bien vrai. Je lui ressemblais avec mes angoisses, mes peurs, mes névroses, et tous ses démons qui vous poussent à écrire vos blessures, dessiner mes délires alors que je voulais juste conquérir le bout du monde. Rien que cela !

C'est là qu'il faut estimer à sa juste valeur la chance d'être musulman, ce qui peut vous prémunir de plusieurs fléaux et maux là où pour Ardisson, la religion catholique - malgré la discipline spartiate inculquée à l'école, n'empêche pas de fréquenter les cabarets et de succomber à l'alcool et aux pétards



Thierry Ardisson m'aura fait rêver et il a allumé une flamme en moi comme chez beaucoup d'autres. Est-ce que cette flamme est toujours là ou bien est-ce que le crépuscule a sonné !? : je ne saurais franchement répondre avec conviction à cette question !

Bref , Ardisson c'était moi dans une autre vie !

Personne n'en parle !

Mercredi 16 juillet, Ahmed Faras s'est éteint. Cette légende immense était aimé de tous et était respecté par coéquipiers et adversaires et avait l'estime de tous les pays arabes et africains vu son incroyable talent et la trace indélébile qu'il a laissé dans nos mémoires.

Faras le lion pur-sang , idole de mon enfance, était d'une autre planète et était attaché à des valeurs humaines d'une autre, que l'on ne fait plus aujourd'hui . Si les hommages ont afflué de toute parts , il est un fait incontestable et affligeant qui nous a été infligé ainsi qu'à feu Faras et toute sa génération.

Effectivement, il est flagrant et consternant que côté archives et documentation , nous n'avons eu droit ni à une rediffusion ni même à quelques séquences.

A quoi servent Medi1 et 2M et où sont passées les archives de la SNRT !?

Où est passé l'émission de Said Sadok où il avait rendu hommage à Ahmed Faras !?

Le Centre cinématographique marocain n'avait-il pas l'habitude de documenter l'actualité pour la diffuser en première partie dans les cinémas !?

Il est malheureusement bien évident qu'il n'y a plus d'archives , et c'est un véritable scandale qui révèle une indigence et une médiocrité inadmissibles .Alors, ou va-t-on !?

Inutile de vous préciser que la flamme s'est éteinte .



Rédigé par : Hafid Fassi fihrii

LES FANTÔMES ONT BESOIN DE WIFI

L'OUBLI COMME NOUVELLE FORME D'EXCLUSION

On meurt deux fois : biologiquement et socialement.
Cette chronique explore avec humour ce que devient notre mémoire à l'ère des réseaux sociaux.

Et si on mourait une troisième fois ?

Il paraît qu'on meurt deux fois. La première, c'est la bonne vieille mort biologique, celle que même les meilleurs régimes ou les plus chers sérum anti-âge n'arrivent pas à repousser indéfiniment. La seconde, plus sournoise, c'est quand plus personne ne prononce votre nom. Pas un mot, pas une anecdote, pas même une story Instagram en hommage. Silence radio. Vous êtes officiellement rayé du cloud émotionnel collectif. Mais à l'ère des réseaux sociaux, est-ce bien vrai ? On dirait plutôt qu'on meurt trois fois désormais. Une première dans son lit ou sous perfusion (avec, si tout va bien, une belle gerbe de fleurs artificielles). Une deuxième quand votre anniversaire passe inaperçu sur Facebook. Et une troisième, la plus impitoyable, quand l'algorithme décide que votre souvenir ne génère plus assez d'engagement.

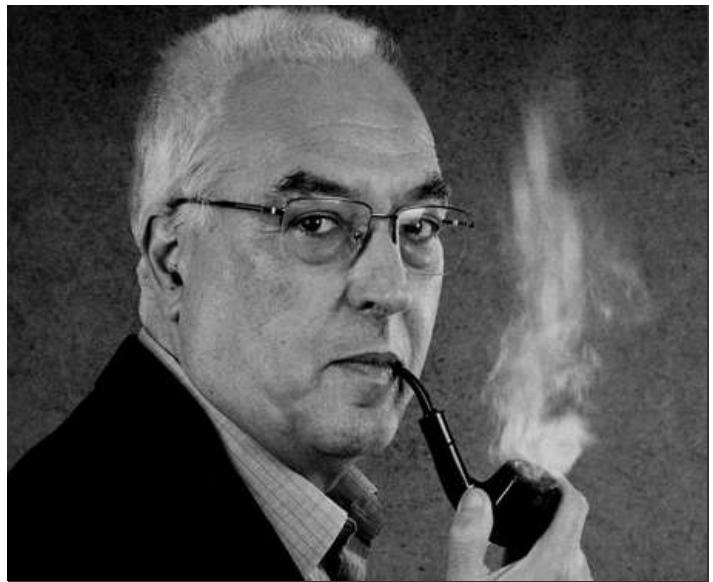
Et là, c'est le drame.

Quand la mémoire se partage, ou pas

On a longtemps cru que les statues et les plaques commémoratives suffisaient. Mais aujourd'hui, si t'as pas ta bio Wikipédia et un hashtag à ton nom, t'as raté ta mort. Regardez les célébrités : certaines semblent plus vivantes aujourd'hui qu'en chair et en os. Gainsbourg, Marilyn Monroe, Che Guevara... immortels à coup de mugs, posters et citations douteuses. Et à l'inverse, combien d'inconnus splendides ou de figures importantes ont disparu sans même un like posthume ?

Heureusement, il y a parfois une résurrection. Une série Netflix sur un ancien tueur en série, un biopic qui réhabilite une scientifique oubliée, un tweet devenu viral et hop : retour dans la lumière. Le passé fait du trending. On fouille les archives comme on chercherait un vieux filtre Snapchat, pour se donner bonne conscience ou pour créer un buzz nostalgique.

Mais attention : tous les morts ne se valent pas. Certains sont recyclés, d'autres sont jetés dans le bac des "trop complexes" ou "pas assez vendus". C'est l'économie de la mémoire : tu buzzes ou tu t'éteins.



Faut-il mériter l'immortalité numérique ?

La vraie question, c'est : faut-il mériter d'être encore évoqué ? Y a-t-il une justice dans la mémoire collective ? Pas sûr. On se souvient davantage de l'auteur du tube de l'été 2004 que de certains écrivains marquants. Parce que c'est plus fun, plus partageable, plus immédiat.

Et pourtant, cette mémoire-là, bancale, déformée, imparfaite, est aussi notre miroir. Elle dit ce qu'on valorise, ce qu'on oublie volontairement, ce qu'on refuse d'admettre ou ce qu'on ressuscite pour se rassurer. Car l'oubli, parfois, fait peur. C'est peut-être pour ça qu'on parle aux morts. Qu'on les cite, qu'on les like, qu'on les met en story. Parce que c'est un peu nous qu'on essaie de prolonger.

Éloge du souvenir utile

Toutes les morts ne sont pas égales. Et toutes les mémoires ne méritent pas la même place. Mais parfois, exhumer un souvenir, c'est réparer une injustice. Redonner une voix à un oublié, c'est aussi faire acte de résistance contre l'indifférence. L'histoire ne se résume pas aux grandes figures officielles. Parfois, ce sont les noms murmurés dans les cuisines, les souvenirs chuchotés au coin d'une photo froissée qui comptent le plus. Alors non, raviver la mémoire d'un mort, ce n'est pas trahir l'oubli. C'est l'habiter autrement. Moins pour lui que pour nous.



Rédigé par :
Adnane Benchakroun

TRUMP A « TRUMPÉ » SES ÉLECTEURS

« Je vais arrêter les guerres...Celle de l'Ukraine en 24 heures...Fini les interventions militaires américaines, les guerres sans fin qui ont coûté très cher en ressources et vies humaines... America first ».

Telle a été, en substance, la promesse faite par Donald Trump à ses électeurs, l'une des principales qui ont motivé leurs votes en sa faveur.

Bilan des cinq premiers mois du nouveau mandat Trump : il a livré des tonnes d'armes et de munitions à Israël pour continuer à perpétrer un génocide dans la bande de Gaza et pour bombarder l'Iran.

Le président américain est allé jusqu'à envoyer ses propres bombardiers B2 pour frapper trois sites nucléaires iraniens. Que lesdites frappes contre l'Iran, s'appuyant sur des informations plus que douteuses à propos du programme nucléaire iranien, aient été réellement efficaces ou ne constituaient pas plus qu'un spectacle pour apaiser le lobby sioniste à Washington, l'essentiel est que Trump s'est comporté, jusqu'à présent, en contradiction totale avec les promesses qu'il a faites à ses électeurs.

Les opérateurs du secteur agricole européen s'y sont fortement opposés et le projet est tombé à l'eau.

Les pays européens doivent, donc, chercher ailleurs les moyens pour contrer « la menace à long terme posée par la Russie à la sécurité euro-atlantique », selon les termes du communiqué du récent sommet de l'Otan.

De fait, maintenant que les Etats-Unis ont décidé d'arrêter les frais concernant la guerre en Ukraine, c'est aux pays européens de prendre en charge ce conflit d'ores et déjà remporté par la Russie.

Ne pas vendre la peau de l'ours

Il en a été de même concernant le conflit qui oppose l'Ukraine à la Russie. Après avoir réduit considérablement les livraisons d'armes et de munitions à l'Ukraine, Trump a fini par reprendre le soutien militaire à Kiev,



au grand dam des contribuables américains qui voient leur argent s'envoler vers d'autres cieux, au lieu d'être dépensé au profit des citoyens américains.

Le plus terrible pour les commentateurs américains auparavant fervents partisans du programme MAGA (Make America Great again), est le fait qu'ils sont parfaitement conscients que les ressources allouées à l'effort de guerre ukrainien ne changeront rien à la situation sur le terrain.

La Russie est en train de gagner la guerre, ses troupes avançant lentement mais sûrement. S'entêter à poursuivre les livraisons d'armes et de munitions à l'Ukraine ne pourra rien y changer.

C'est cet aveuglement des dirigeants américains qui inquiète le plus leurs homologues russes. Comment trouver un terrain d'entente avec un adversaire qui s'accroche à ses illusions de puissance et nie tout simplement la réalité.

Les défaites passées et à venir

Même la guerre des tarifs douaniers, déclenché par Trump dans l'objectif de réindustrialiser les Etats-Unis, n'est pas prête d'être gagnée.

S'il est vrai que les promesses électorales ne valent que pour les naïfs qui veulent bien y croire, décevoir autant son électorat que l'a fait Trump augure d'une cinglante défaite aux élections de mi-mandat qui vont se dérouler aux Etats-Unis en 2026.

Quant au prix Nobel de la paix, dont rêve tellement Donald Trump, ce n'est pas demain la veille qu'il va le recevoir.



Rédigé par : Ahmed Naji

IL Y A DES MOMENTS OÙ IL FAUT SAVOIR SE TAIRE

Il y a des moments où il faut savoir se taire. Pas fuir, pas renoncer, mais simplement... se taire. Laisser le brouhaha du monde passer sans y ajouter sa voix. C'est un art difficile, à contre-courant de notre époque bavarde, saturée de déclarations précipitées, de tweets compulsifs et d'expertises improvisées. Pourtant, dans certaines circonstances, le silence n'est pas lâcheté. C'est une forme d'intelligence. Voire de dignité.

Se taire, ce n'est pas être absent du débat

Dans la vie, tout ne mérite pas réponse. Tout ne mérite pas analyse immédiate. L'intempérance verbale est devenue une manie contemporaine. On commente tout, trop vite, souvent sans savoir, parfois sans comprendre. Et plus on a de followers, plus on croit avoir quelque chose à dire.

Mais se taire, ce n'est pas se retirer du monde. C'est l'habiter autrement. C'est prendre le temps de penser. D'écouter. De laisser les faits décanter. De différencier l'écume de l'essentiel. Car, à force de parler pour combler le vide, on finit par devenir soi-même ce vide.

En politique, le silence est une stratégie trop souvent méprisée

Dans le champ politique, particulièrement, savoir se taire est une posture précieuse et rare. Les hommes publics ont l'obsession de la parole continue. Ils craignent qu'en se taisant, ils disparaissent. Ils croient que la parole fait l'action. Or, souvent, elle la dénature. Dans les grandes crises, qu'elles soient économiques, géopolitiques ou sanitaires, la sagesse exige parfois le recul, non la précipitation. Combien de déclarations ministérielles ont aggravé les tensions, simplement parce qu'il fallait "dire quelque chose" ? Combien de crises de confiance sont nées d'un excès de parole, pas de son absence ?

Ceux qui maîtrisent l'art du silence en politique ne sont pas faibles.

Ce sont des stratèges. Ils attendent le bon moment. Ils laissent les autres s'agiter, se dévoiler, se contredire. Puis ils parlent. Et là, chaque mot compte.

L'économiste aussi doit savoir faire silence

Il y a également, dans l'observation économique, des moments où l'humilité commande de se taire. L'économie n'est pas une science exacte, quoi qu'en disent certains oracles en col blanc. Les chiffres mentent parfois, ou du moins ne disent pas tout. Les prévisions sont volatiles.



Les crises sont souvent plus complexes que prévu. Et les "leçons" données trop tôt se révèlent fausses quelques mois plus tard.

Quand le monde tremble, que les marchés paniquent ou que la pauvreté s'aggrave, mieux vaut parfois se taire que de formuler des certitudes creuses. Mieux vaut s'abstenir de prévoir, et préférer comprendre. Il y a dans le silence de l'économiste un respect pour les faits, et pour ceux qui les vivent dans leur chair.

Savoir se taire, c'est aussi faire preuve de respect

Il y a des deuils collectifs, des drames humains, des injustices profondes qui appellent le silence. Non comme une forme de passivité, mais comme un espace de retenue. Laisser place à la douleur. À la mémoire. À la réflexion.

On ne peut pas commenter la souffrance avec les mêmes outils que la croissance du PIB. Il faut parfois poser le micro. Couper la caméra. Éteindre l'édito. Et écouter.

Le silence, ce luxe oublié

À l'heure où chacun veut avoir raison, où chacun veut être le premier à commenter, analyser, expliquer, prédire... il y a une vertu à revendiquer : celle de savoir se taire. Pas pour toujours. Pas pour céder. Mais pour laisser mûrir la pensée. Pour honorer la complexité. Et pour redonner à la parole, quand elle vient, son vrai poids.

Ceux qui savent se taire savent aussi, quand vient l'heure, parler juste. Et c'est peut-être là, le vrai courage.



**Rédigé par:
Adnane Benchakroun**

AÏT BOUGUEMEZ OU LE MAROC HORS-ZONE !

Alors que le Maroc se prépare à accueillir la Coupe du Monde 2030 et que l'Agence nationale de réglementation des télécommunications (ANRT) évoque déjà l'arrivée de la 5G, un cruel paradoxe traverse les vallées reculées du pays : des milliers de citoyens marocains n'ont même pas accès à la 2G. À Aït Bouguemez, ce n'est pas la précarité économique qui a poussé les habitants à marcher 60 kilomètres en plein été mais l'absence d'un signal réseau, d'un appel audible, d'un espoir de connexion. Bienvenue dans le Maroc à deux vitesses, le Maroc déconnecté.

La vallée oubliée du Royaume numérique qui rêve de la 5G ou de 6G : On peut rêver un peu

Ils ont marché en silence, mais c'est pour crier leur colère. Une marche de la dignité, comme on l'a appelée, qui a vu les habitants des douars d'Aït Bouguemez, dans la province d'Azilal, traverser montagnes et routes en plein été, pour atteindre le siège de la province. Non pas pour réclamer une hausse des salaires ou une baisse des prix, mais pour avoir droit au strict minimum : une couverture téléphonique, une école pour leurs enfants, une ambulance en cas d'urgence, et, comble du XXI^e siècle, un signal internet.

À l'heure où l'ANRT se félicite de l'avancement des expérimentations pour la 5G et parle même d'anticiper la 6G pour accompagner les ambitions de la Coupe du Monde 2030, le cœur du Maroc reste en zone morte. Il ne s'agit pas ici de petites poches d'ombres dans le désert ou de coins de montagne difficilement accessibles. Il s'agit de villages entiers, peuplés, actifs, mais absents de toute cartographie numérique.

La vallée d'Aït Bouguemez est surnommée la « vallée heureuse ». Ironie cruelle quand on sait que ses habitants doivent grimper sur les toits ou marcher plusieurs kilomètres pour capter un maigre filet de signal. Dans un pays où le smartphone est devenu la porte d'entrée vers l'école, la santé, la banque, l'emploi et l'administration, être sans réseau, c'est être sans droits.

Comment faire une demande de carte nationale sans pouvoir télécharger un formulaire ?

Comment alerter le Samu si l'on ne capte pas ?

Comment inscrire un enfant sur Massar sans internet ?

Comment travailler dans le tourisme, premier employeur potentiel de la région, si les visiteurs ne peuvent même pas téléphoner ?



Le numérique, dans ces territoires, n'est pas un luxe. C'est un bouclier contre l'isolement et un levier contre l'exode. La Coupe du Monde 2030 n'est pas une simple fête du football : c'est une vitrine planétaire. Le Maroc mise gros sur cet événement pour booster son image, attirer des investissements, moderniser ses infrastructures. Mais quelle image veut-on vraiment renvoyer ? Celle d'un royaume high-tech où les drones survolent les stades connectés à la 6G... pendant que les enfants d'Aït Bouguemez écrivent à la bougie et marchent quatre heures pour aller à l'école ? Il y a là une fracture plus grande que celle du digital : une rupture morale entre le discours national et la réalité du terrain.

Le Maroc veut parler d'innovation, de transformation numérique, de smart cities. Mais on ne construit pas une "Nation Startup" sur des villages sans antennes relais. On ne fonde pas un avenir technologique sur un mépris des zones rurales.

La montagne n'a pas besoin de compassion, mais de justice

La Coalition civile pour la montagne a parfaitement résumé le fond du problème : la montagne n'a pas besoin de promesses ni de discours compassionnels. Elle a besoin de décisions structurelles. Elle réclame non pas de l'aide ponctuelle, mais un véritable cadre législatif pour garantir une justice territoriale.

Ce que vivent les habitants d'Aït Bouguemez n'est pas un cas isolé. C'est l'histoire de dizaines de régions : de Immouzer Maromoucha, Tounfite à Imlilchil, de Taznakht à Anfgou. Le Maroc rural est une tache aveugle sur les cartes des opérateurs. Et cela a des conséquences dramatiques.

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



**PRESSPLUS EST LE KIOSQUE 100% DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISALA SA
MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS..**

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APporte LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS

es chiffres officiels sont pourtant flatteurs. L'ANRT affirme un taux de couverture de plus de 95 % de la population en 3G/4G. Mais il faut lire entre les lignes : ce taux concerne la population, pas le territoire. Ce qui signifie que des zones entières, peu habitées mais essentielles à la cohésion territoriale, restent hors réseau.

Autrement dit : l'inclusion numérique se fait au rabais. On connecte là où ça rapporte, on délaisse là où ça coûte.

La logique est purement économique. Les opérateurs déploient là où le retour sur investissement est garanti. Le rôle de l'État, à travers l'ANRT, est justement de corriger cette logique marchande par des obligations de service universel. Mais ce service universel semble avoir perdu son âme.

Coupe du Monde ou coupe des mondes ?

En 2023, un rapport parlementaire alertait déjà sur la lenteur du déploiement du haut débit dans les zones rurales. Des millions de dirhams sont alloués chaque année au Fonds du service universel des télécommunications. Pourtant, les antennes ne poussent pas, ou alors au compte-gouttes. Où va l'argent ? Quels sont les critères de priorisation ? Pourquoi les appels d'offres mettent-ils des années à aboutir ?

Le gouvernement parle de souveraineté numérique, de data centers nationaux, de cybersécurité. Mais cette souveraineté commence par un geste basique : donner accès au réseau aux citoyens qui vivent au cœur du pays, dans ses montagnes, ses vallées, ses plateaux. Tant que cela ne sera pas fait, la souveraineté numérique restera un slogan vide.

Il ne s'agit pas d'un simple dossier de télécommunication. Il s'agit d'un test politique. Les habitants d'Aït Bouguemez n'ont pas bloqué de routes. Ils n'ont pas incendié des bâtiments. Ils ont marché. Pacifiquement. Longuement. Pour porter une revendication légitime, calme, digne. Et ils ont obtenu... des promesses.

Mais des promesses, les zones rurales en ont trop entendu. Ce qu'il faut maintenant, ce sont des délais, des calendriers publics, des budgets fléchés. Et surtout : des antennes, des câbles, des actes.

À force de célébrer les futurs possibles, on oublie les présents insoutenables. La fracture numérique n'est pas qu'un problème technique. Elle est le symptôme d'un déséquilibre structurel dans les priorités nationales. On investit des milliards pour construire des stades à Agadir, Casablanca ou Rabat. Il faut l'applaudir sans modération. Mais que reste-t-il pour connecter le Haut-Atlas ? Quel budget pour électrifier les zones d'ombres numériques ? Quelle urgence

pour les villages sans signal ?

Si la Coupe du Monde 2030 devait incarner une vision, qu'elle incarne celle d'un pays qui ne laisse personne derrière. Qu'elle serve à connecter le Maroc aux siens, avant de le connecter au reste du monde.

Aït Bouguemez n'a pas besoin de drones, de tablettes ou de fibre optique. Elle a besoin d'un réseau qui fonctionne, d'une administration accessible, d'un pays qui l'écoute. Si la 6G est un rêve, elle ne doit pas devenir un alibi pour oublier la 2G. La modernité ne vaut rien si elle se construit sur des silences.



Le Maroc a le choix : être un pays qui brille pour les caméras internationales ou un pays qui éclaire ses propres recoins et il faudrait faire les deux. Aït Bouguemez attend. Et elle n'est pas la seule.



Rédigé par:
Mohamed Aït Bellahcen

1500 EUROS POUR UN INGÉNIEUR : LE MAROC, TERRE DE TALENTS OU TERRE D'EXIL ?

Le Maroc se trouve à un tournant critique de son développement économique et social. Alors que le pays aspire à devenir un hub de compétences et d'innovation, la réalité semble bien différente. La fuite des cerveaux et des compétences est devenue une problématique majeure, soulevant des questions essentielles sur l'avenir de la nation et la stratégie du gouvernement. Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, a récemment mis en avant une situation préoccupante : la valorisation des ingénieurs marocains à l'étranger par rapport à leur rémunération au pays. Cette situation pose la question suivante : Est-ce ainsi que le Maroc compte encourager ses ingénieurs à rester et à retourner au pays pour servir la nation ?

La fuite des cerveaux : Un choix politique ou une fatalité ?

Lors d'une rencontre à Rabat, le ministre a présenté une équation qui, loin d'être rassurante, reflète une situation inquiétante. Un ingénieur marocain, dont le coût pour une entreprise allemande serait de 6 500 euros par mois, peut être recruté au Maroc pour seulement 1 000 à 1 500 euros. Cette situation ne peut être qualifiée autrement que de mise en solde des compétences marocaines, au profit de multinationales étrangères. Le Maroc semble se contenter d'un rôle d'"usine à talents" à bas prix, où les jeunes diplômés, formés avec soin, sont ensuite proposés au marché international à des tarifs dérisoires.

Dans le discours officiel, cette dynamique est qualifiée de "fourniture de solutions", mais en réalité, il s'agit d'un modèle de sous-traitance humaine qui semble être assumé par le gouvernement. Le ministre lui-même admet que l'économie nationale n'a pas la capacité d'absorber toutes ces compétences, poussant ainsi les talents marocains vers des pays qui en ont besoin. Au lieu de repenser notre modèle de développement ou de créer un environnement propice à la rétention de ces talents, le choix est fait de produire davantage pour exporter ces compétences.



Ce phénomène est d'autant plus alarmant que le Maroc forme des médecins pour Paris et des ingénieurs pour Munich, alors que les hôpitaux et les chantiers nationaux peinent à trouver les ressources humaines nécessaires. Cette logique de formation pour l'exil est non seulement dévastatrice pour le pays, mais elle soulève également des questions éthiques sur le rôle de l'État dans la gestion de ses ressources humaines.

Ingénieurs marocains sous-estimé : Des cerveaux en solde pour l'étranger !

Le ministre a également affirmé que "les ingénieurs vivront plus heureux dans leur pays avec 1 500 euros", comme si ce montant garantissait un avenir décent. Dans un pays où le coût de la vie augmente, où l'immobilier flambe et où les services publics sont en difficulté, cette affirmation apparaît comme une promesse illusoire. Le Maroc ne peut pas se contenter de chiffres, il doit offrir des perspectives réelles et durables à ses citoyens.

Le "partenariat équilibré" vanté par le gouvernement n'est rien d'autre qu'un mirage. Le Maroc ne vend pas des produits, il vend des cerveaux. Il ne réclame plus la technologie ; il envoie directement à l'étranger ceux qui en sont les porteurs. Pendant ce temps, les jeunes restent piégés dans un système éducatif qui les prépare à l'exil plutôt qu'à un avenir prometteur au sein de leur propre pays.

Cette situation n'est pas le fruit du hasard, mais bien la confirmation d'un choix politique délibéré. Le Maroc semble vouloir se positionner comme un réservoir de compétences bon marché pour l'Europe, tout en prétendant jouer dans la cour des grands. Ce choix est non seulement dangereux pour l'avenir du pays, mais il compromet également son potentiel de développement à long terme.



Face à cette réalité, il est impératif que le gouvernement marocain reconSIDÈRE sa stratégie de développement. Plutôt que de se contenter d'exporter ses talents, le pays doit créer un environnement propice à leur épanouissement. Cela passe par une revalorisation des salaires, une amélioration des conditions de travail et une véritable politique de soutien à l'innovation et à la recherche.

La fuite des cerveaux n'est pas une fatalité, mais un défi que le Maroc doit relever. Les compétences marocaines sont un atout précieux, et il est temps de les valoriser à leur juste mesure. Au lieu de les voir partir, le pays doit les encourager à revenir, à investir et à contribuer au développement de la nation. C'est ainsi que le Maroc pourra réellement aspirer à un avenir meilleur, fondé sur l'innovation, la créativité et le talent de ses citoyens.



Rédigé par Mohamed Ait Bellahcen

UNE PRIÈRE POUR LES UNIR TOUS ? QUAND LES ÉMIRATS DEVIENNENT LE VATICAN DU DÉSERT

Les religions abrahamiques sont-elles en voie d'unification sous couvert de dialogue interreligieux ? Analyse des enjeux spirituels et géopolitiques de l'initiative émiratie.

Un appel commun à la paix : sincérité religieuse ou stratégie politique ?

Quand les Émirats Arabes Unis lancent des appels à la prière collective ou bâtiennent une « Maison des familles abrahamiques », ils le font avec une ambition affichée : construire un pont entre les trois grandes religions monothéistes issues d'Abraham, le judaïsme, le christianisme et l'islam. Une noble intention en apparence. Mais comme tout projet d'union religieuse porté par un État, cette initiative suscite interrogations, prudence et, parfois, méfiance.

Dans le désert des apparences, ce qui se présente comme un oasis de fraternité pourrait cacher des mirages idéologiques ou des intérêts plus profanes qu'il n'y paraît.

La prière du jeudi : un rituel universel face à la pandémie

Peu connue du grand public, la « prière du jeudi » lancée par les Émirats pendant la pandémie de COVID-19 fut l'un des premiers jalons d'un projet interreligieux plus vaste. Il s'agissait, dans un monde à l'arrêt, d'unir l'humanité par un même souffle de recueillement, au-delà des dogmes et des doctrines. Cette initiative, admirable sur le plan spirituel, associa même des rabbins et des pasteurs aux imams dans une prière collective à distance.

Le choix du jeudi, à mi-chemin entre le vendredi sacré musulman et le dimanche chrétien, n'était pas anodin. Il traduisait une volonté symbolique d'installer un terrain neutre, une zone spirituelle commune, dans un monde fracturé. Mais cette neutralité religieuse soulève une question fondamentale : peut-on unir les rites sans dissoudre les identités ?

Abraham, figure d'unité ou étandard d'un nouveau syncrétisme ?

Les trois religions monothéistes reconnaissent Abraham comme leur père spirituel. Le Coran en fait un hanîf, un croyant monothéiste pur, ni juif ni chrétien. Les Évangiles le citent en exemple de foi. Le judaïsme en fait le patriarche fondateur. Dès lors, Abraham est devenu le dénominateur commun d'un projet théologique d'unité. Mais cette unité est-elle théologique ou géopolitique ?



Car si Abraham unit les récits, les chemins spirituels qui en découlent divergent profondément. Unir au nom d'Abraham, c'est risquer de gommer la richesse des différences au profit d'un discours lissé, consensuel, aseptisé. C'est aussi faire d'un homme de foi une bannière pour des causes qui, parfois, dépassent la foi.

Le rêve abrahamique : vers une religion unique pour un monde globalisé ?

Depuis les années 1990, dans l'ombre des think tanks néo-conservateurs américains, germe une idée qui prend de l'ampleur : créer une spiritualité mondiale post-confessionnelle qui unifierait les lois divines sous une même bannière. Cette pensée, qui s'inscrit dans un monde globalisé, voit dans les conflits religieux un obstacle à la stabilité géopolitique.

Dans cette logique, l'unité abrahamique apparaît comme un moyen de pacifier les peuples en les amenant à une foi commune, douce, neutre, compatible avec les intérêts diplomatiques des grandes puissances. Ce projet est soutenu par des institutions interreligieuses, des accords comme ceux dits "d'Abraham", et des forums sur la paix... financés et organisés par les mêmes acteurs politiques.

La Maison des familles abrahamiques : symbole de paix ou laboratoire religieux ?

À Abou Dhabi, un complexe monumental est sorti de terre : la Maison des familles abrahamiques. Mosquée, synagogue et église y cohabitent côté à côté, dans un même espace, sous une même philosophie. Ce lieu, qui devrait accueillir visiteurs et fidèles, se veut un laboratoire d'expérimentation spirituelle.

Le message est puissant. Visuellement, l'unité saute aux yeux. Mais en creux, les critiques grondent.

Faut-il créer des espaces neutres pour faciliter le dialogue ou risquent-ils de normaliser une forme de relativisme religieux où toutes les vérités se valent... jusqu'à perdre leur substance ? Les sceptiques y voient un panthéon moderne où l'on sacrifie les dogmes au profit de la diplomatie.

Les Émirats, architectes d'un nouvel ordre spirituel ?

Les Émirats ne se contentent pas de construire des bâtiments ou de lancer des prières virtuelles. En 2014, ils ont fondé le « Forum pour la promotion de la paix dans les sociétés musulmanes » sous l'égide du cheikh Abdullah bin Bayyah, figure respectée de l'islam soufi modéré. En 2019, le « Pacte de la nouvelle vertu » fut signé à Abou Dhabi, réunissant des dignitaires musulmans, chrétiens et juifs.

Ces initiatives témoignent d'une volonté sincère de dépassement des conflits. Mais elles s'accompagnent aussi d'une architecture discursive très cadrée : pas de sujets qui fâchent, pas d'interrogations sur les dogmes, pas de critique de l'histoire. La paix se veut consensuelle, apaisée... mais peut-être trop silencieuse sur les enjeux profonds.

Dialogue ou dilution ?

La prière abrahamique, comme idéal d'unité, peut toucher les coeurs. Mais si elle devient instrumentalisée, elle risque de se transformer en rituel vide, vidé de sa force spirituelle. Le dialogue interreligieux, quant à lui, ne doit pas devenir une simple vitrine. Il doit être sincère, exigeant, traversé par des questions parfois inconfortables, mais essentielles.

Le danger n'est pas dans la rencontre, mais dans l'effacement. La paix n'est pas l'uniformité. Elle réside dans la capacité à se parler sans se confondre, à prier côté à côté sans fusionner, à croire différemment sans s'exclure.



Le Maroc et la sagesse du juste milieu

Dans ce concert religieux en recomposition, le Maroc, terre d'islam modéré et de traditions soufies, peut jouer un rôle crucial. Le Royaume a, depuis des siècles, favorisé la cohabitation pacifique entre juifs et musulmans, et plus récemment avec les chrétiens. La Commanderie des Croyants en est le garant spirituel.

À l'heure où les grandes puissances instrumentalisent la foi, le Maroc pourrait rappeler que la spiritualité ne se décrète pas par décret ni ne s'édifie dans le marbre froid des mégastuctures. Elle se vit au quotidien, dans l'humilité d'un imam de quartier, dans la sagesse d'un rabbin marocain, dans le silence d'un cloître berbère.

Le père des croyants n'a jamais rêvé de diplomatie. Il a simplement cru, marché, prié. Unir les religions au nom d'Abraham ne doit pas signifier les instrumentaliser. Car si la paix est une vertu, elle ne saurait être une stratégie. Que le dialogue triomphe, oui. Mais sans trahir les voix silencieuses qui, depuis des siècles, prient chacun dans leur langue, leur livre et leur lumière.



Rédigé par : La rédaction

CHERS VOISINS, CHERS ALGÉRIENS : LA CAN ARRIVE, AVEC OU SANS VOUS

En décembre, le Maroc accueille la CAN 2025. Chers voisins algériens, vous êtes les bienvenus... à condition de respecter notre sol et nos symboles.

En décembre prochain, le Maroc accueillera la Coupe d'Afrique des Nations 2025. Une fête sportive continentale, un rendez-vous de passion et de fraternité africaine. Un événement que notre pays prépare avec cœur, fierté et rigueur. Et à l'approche de ce grand moment, il faut dire les choses clairement : tout le monde est le bienvenu. Mais pas à n'importe quel prix.

Le Maroc n'a jamais fermé sa porte à quiconque. Encore moins à ses voisins de l'est. Mais il y a une règle simple, qui vaut autant dans un foyer que dans une nation : quand on n'aime pas l'endroit, quand on méprise ce qu'il représente, on n'y vient pas comme si de rien n'était. Et surtout, on ne vient pas y semer le trouble.

Si tout vous indispose...

Car enfin, que lit-on, que voit-on, que subit-on de la part de certains cercles algériens pas du peuple dans son ensemble, mais d'une frange très vocale ? Une allergie maladive à tout ce qui porte les couleurs marocaines. Notre drapeau, il dérange. Notre monarchie, elle exaspère. Notre souverain, vous irrite. Notre Sahara, il provoque des crises d'urticaire diplomatique. Même notre zellige, notre caftan, notre cuisine ancestrale, notre vocabulaire commun sont devenus des objets de discorde.

Et pourtant, malgré tout ce mépris affiché, ces invectives répétées, ces provocations d'État, ces fakes d'agences officielles, certains voudraient franchir nos frontières en décembre, comme si de rien n'était, pour fouler nos stades, crier dans nos tribunes, et pourquoi pas, recommencer leurs singeries antérieures.

Mais non, mes chers voisins. Le Maroc n'est pas un paillasson sur lequel on crache le lundi et qu'on piétine le samedi soir sous prétexte de ballon rond. Nous ne sommes pas un théâtre d'opérations où l'on vient tester son degré d'impolitesse ou d'incivilité diplomatique, pour ensuite s'étonner de l'accueil réservé.

Le football ne fait pas tout oublier

Il ne s'agit pas ici d'interdire. Il s'agit de rappeler. Rappeler que l'hospitalité marocaine, qui est proverbiale, suppose un respect réciproque. Quiconque entre chez nous avec bienveillance, fierté de partager un moment africain et envie de fraternité est accueilli à bras ouverts. Mais ceux qui viennent pour provoquer, insulter ou saboter l'événement feraient mieux de rester chez eux.



Le Maroc ne quémande pas la présence de ceux qui le détestent ouvertement. Il ne quémande pas les « youyous diplomatiques » ni les applaudissements artificiels. La Coupe d'Afrique, ce n'est pas une guerre froide par tribunes interposées. Ce n'est pas une vitrine pour les règlements de comptes idéologiques ou les petites revanches régionales.

Nous avons suffisamment vu, ces dernières années, comment certains responsables sportifs d'Algérie ont politisé le moindre match, refusé d'apparaître sur la même pelouse qu'un joueur marocain, saboté des tournois pour une carte géographique ou une carte d'identité. Ce n'est plus du patriotisme. C'est de l'obsession malsaine.

Vous êtes les bienvenus... à certaines conditions

Alors disons-le franchement : si nos symboles nationaux vous dérangent à ce point, si notre existence même vous pose problème, alors ne venez pas. Épargnez-vous la gêne. Épargnez-nous les tensions inutiles.

Mais si vous venez avec dignité, avec la conscience que vous êtes chez un pays frère, que vous êtes des hôtes et non des perturbateurs, alors vous serez les bienvenus. Que les supporters algériens qui aiment le foot plus que la propagande viennent applaudir, fêter, danser. Que les journalistes qui respectent leur métier couvrent le tournoi avec professionnalisme, non avec animosité. Que les joueurs viennent faire ce qu'ils savent faire : du sport, pas de la politique spectacle.



Le Maroc ne demande ni allégeance ni flatterie. Il demande simplement du respect. Respect de ses lois, de ses institutions, de ses emblèmes, de son territoire. Le Sahara marocain ne se discute pas dans les tribunes. Il ne s'efface pas par caprice. Il ne se négocie pas dans les chants de supporters.

L'Afrique mérite mieux que votre fiel

Cette CAN ne sera pas seulement marocaine. Elle sera africaine. Le Cameroun, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Mali, le Burkina, le Bénin, la Gambie, la Tanzanie... Tous viennent dans un esprit de partage et d'excellence. Tous, sauf quelques irréductibles qui transforment la moindre scène sportive en règlement de comptes historique.

Mais qu'ils sachent une chose : le Maroc, aujourd'hui, n'est ni dans la provocation ni dans l'effacement. Il est dans la maîtrise, dans l'organisation, dans la responsabilité. Et il sait faire respecter sa souveraineté.

Alors à nos chers voisins d'Algérie, un mot simple : si vous venez en décembre, venez pour le ballon, pas pour les embrouilles. Venez pour la fête, pas pour la rancœur. Venez avec vos cœurs de sportifs, pas vos drapeaux d'agitation politique.

Sinon, faites un détour. La CAF, avec ou sans vous, se tiendra. Et elle sera belle.

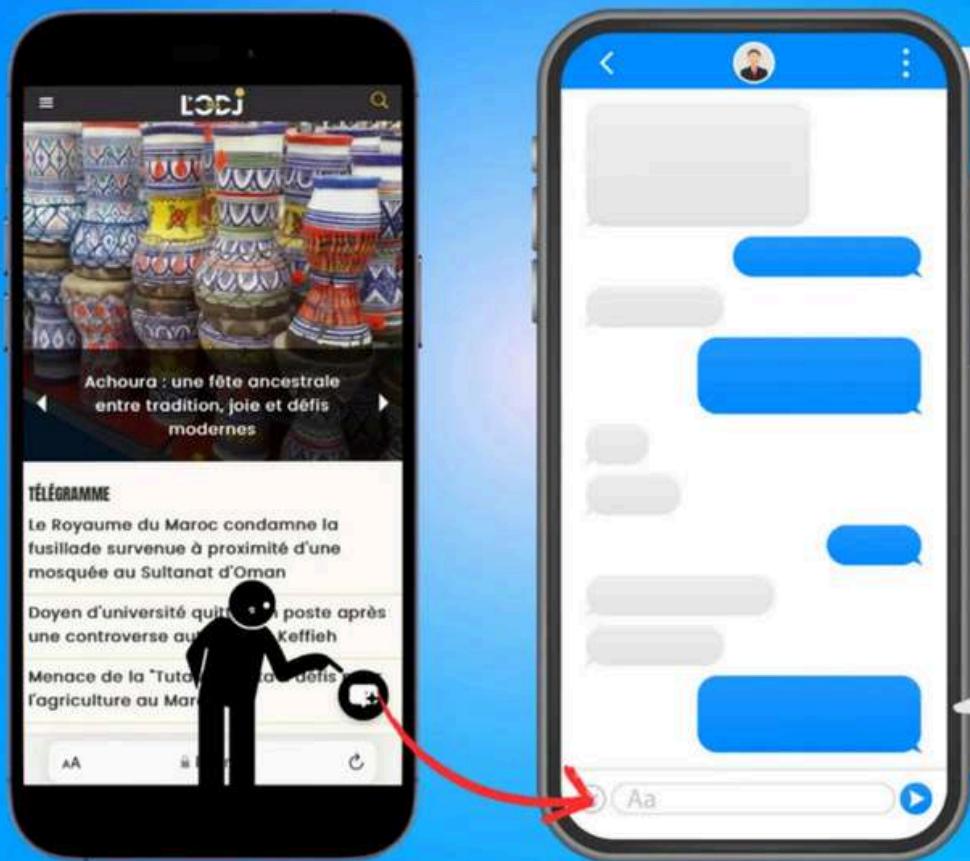


Rédigé par : Adnane Benchakroun



LODJ CHATBOT

WWW.LODJ.MA



**PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.**



UNE SYRIE À SOUVERAINETÉ LIMITÉE

Après une semaine de combats dans la ville druze de Souaïda, au Sud de la Syrie, qui ont fait jusqu'à présent plus de mille morts, le gouvernement de l'ancien jihadiste, Ahmed Al Charaa, voit s'évaporer son ambition d'étendre son autorité sur l'ensemble du pays.

Un cessez-le-feu à Souaïda, ville à majorité druze située dans le Sud de la Syrie, a été annoncé par les autorités de Damas après une semaine de violents affrontements qui opposent des milices armées appartenant à la minorité druze et les forces du gouvernement syrien soutenues par des tribus de bédouins sunnites.

Même si l'arrêt des combats n'est que partiellement respectée, des échanges sporadiques de coups de feu continuent d'être signalées, c'est sûrement une bonne nouvelle pour les habitants de Souaïda, le dernier bilan des combats faisant état de plus d'un millier de morts enregistrés jusqu'à présent.

Pour le gouvernement mené par l'ancien jihadiste, Ahmed Al Sharaa, c'est loin d'être une victoire, même s'il est parvenu à déployer les forces du ministère de l'intérieur syrien à Souaïda, qui n'en demeure pas moins toujours tenue par les milices druzes.

Ces dernières ne sont d'ailleurs pas toutes hostiles au pouvoir en place à Damas, celle menée par un dignitaire druze, le cheikh Hikmat Al-Hijri, faisant exception en raison du soutien israélien.

L'intrus israélien

Ce que les médias syriens évitent soigneusement de souligner, c'est que l'accord de cessez-le-feu, appuyé par les Etats-Unis, la Turquie, la Jordanie et d'autres pays, a été conclu entre les autorités syriennes et celles... d'Israël ! Difficile, en effet, pour d'anciens jihadistes d'avouer qu'à travers cet accord avec Israël, ils lui reconnaissent le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Syrie. Les jihadistes n'ont d'ailleurs jamais caché que leur plus profonde inimitié est plus dirigée contre les musulmans chiites qu'envers les sionistes.

Israël, qui compte quelques 150.000 druzes au sein de sa population, a usé d'arguments très « convaincants » pour dissuader le pouvoir en place à Damas d'imposer de force son autorité sur la ville à majorité druze de Souaïda. Prétextant chercher à protéger les druzes syriens, l'aviation israélienne a bombardé, les 15 & 16 juillet, les forces syriennes ainsi que le ministère de la défense et le QG de l'armée syrienne à Damas, ainsi que les abords du



palais présidentiel. Pour le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, l'occasion était trop belle d'envoyer un double message, à Damas et Ankara.

Un processus de déliquescence accéléré

Le message au pouvoir en place à Damas est que le Sud de la Syrie est librement accessible aux forces israéliennes. Toute prétention d'Ahmed Al Sharaa et ses compagnons d'armes à imposer la souveraineté de l'Etat syrien sur cette partie de son territoire est tout simplement niée par Tel-Aviv.

Quant au président turc, Tayyep Erdogan, parrain et protecteur d'Ahmed Al Sharaa, Tel-Aviv lui signifie que la Syrie post-Assad est devenue également une arrière-cour d'Israël et qu'il n'est pas autorisé à y étendre son influence comme bon lui semble.

Comment un pays arabe, actuellement dirigé par d'anciens jihadistes, en est arrivé à une telle perte de souveraineté sur une partie de son territoire ?

A titre de rappel, les événements sanglants à Souaïda ont été déclenchés par l'enlèvement d'un marchand de légumes druze à un point de contrôle sur l'axe routier Damas-Souëda tenu par des miliciens bédouins.

Les druzes, un groupe ethno-religieux qui représente 3 à 4% de la population syrienne, n'a jamais constitué un soutien politique au régime déchu de Bachar Al Assad, mais il n'en est pas, non plus, mieux disposé envers le nouveau régime de l'ancien jihadiste, Ahmed Al Sharaa, dont il craint le sectarisme sunnite.

Antagonisme éleveurs/agriculteurs

Les relations tendues entre druzes et bédouins s'expliquent pas un antagonisme aussi vieux que le monde ; l'affrontement historique entre éleveurs de bétail

et agriculteurs à propos de l'exploitation des terres, celles situées au Sud de la Syrie dans le cas de figure. Cet aspect de la problématique entre druzes et bédouins syriens, peu évoquée par les médias, a été bien expliquée par Thomas Pierret, spécialiste de la Syrie et chargé de recherche à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) le 17 juillet sur les ondes de RFI. C'est, malheureusement, beaucoup plus vendeur d'ergoter à l'infini sur les différences religieuses, quitte à les attiser encore plus, que de mettre en évidence un « vulgaire » problème socio-économique d'exploitation des terres.

Il en a, d'ailleurs, été également ainsi lors de la révolte contre le régime Al Assad, où les volets sécheresse, avec ses conséquences sur la production de céréales, et pic pétrolier, et ses conséquences sur le budget de l'Etat syrien assadipe et son modèle de redistribution sociale, ont été largement occulté au profit d'un vague discours sur la tyrannie de la minorité alaouite.

Aussi machiavélique et métamorphe que soit l'ancien jihadiste Ahmed Al Sharaa, il ne peut faire entendre raison à ses combattants, idéologiquement formatés pour détester et combattre tout ce qui n'est pas musulman sunnite, exception faite des sionistes.

A chacun sa part du gâteau

La Turquie n'a fait aucun effort pour institutionnaliser la vie socio-politique et économique au Nord de la Syrie, sous le contrôle des jihadistes, eux-mêmes contrôlés par Ankara, depuis le début de la rébellion armée, en 2011. Il y avait besoin de combattants, pas de promoteurs.

Les alaouites, minorité anciennement au pouvoir et majoritaire sur la côte méditerranéenne de la Syrie, se sont placés sur la protection des bases russes de Hmeimim et Tartous, après les massacres perpétrés par les combattants ex-jihadistes de la nouvelle armée syrienne, au cours du mois de mars.

Le mois d'après, ce sont les druzes qui ont fait l'objet d'exactions de la part des anciens jihadistes qui peinent à se reconvertis en soldats disciplinés. Les Israéliens ont d'ailleurs profité de la chute du régime Al Assad pour dépasser largement le plateau occupé du Golan et pénétrer profondément dans le Sud de la Syrie.

Les kurdes, proxy et protégés des Etats-Unis au Nord-Est de la Syrie, se sont avérés plus malins, en ayant su négocier avec le nouveau pouvoir à Damas au mieux de leurs intérêts, afin de préserver leur autonomie.

Somme toute, après avoir réussi à chasser Bachar Al Assad du pouvoir ainsi que les combattants du Hezbollah et les Iraniens de Syrie, les nouveaux maîtres de Damas se retrouvent à la tête d'un pays quasi-démembré, n'exerçant qu'une souveraineté limitée, si ce n'est purement théorique, sur de larges pans du territoire.

**Requiem pour une
nation qui fut, antan,
une brillante
civilisation**



Rédigé par: Ahmed Naji



Rédigé par: Mamdouh ACHARKI

LE CLASSEMENT QUI FAIT MAL : LA CITOYENNETÉ MAROCAINE À LA TRAÎNE

Le royaume dégringole à la 100^e place sur 165 pays dans le rapport 2025 de CS Global Partners. Passeport peu puissant, instabilité et fiscalité rigide freinent son attractivité internationale.

Le Maroc dans la zone rouge de l'attractivité

C'est une place qui fait grincer des dents. Le Maroc figure désormais à la 100^e position sur 165 pays dans le rapport 2025 sur la citoyenneté mondiale, publié par CS Global Partners.

Le royaume ne récolte que 50,5 points sur 100, le plaçant dans la catégorie peu enviable des pays à « faible attractivité citoyenne ».

Ce classement, bien connu des investisseurs et des citoyens fortunés qui cherchent une deuxième nationalité, repose sur cinq critères clés : qualité de vie, stabilité, opportunités économiques, liberté financière et liberté de circulation.

Et malheureusement, sur la plupart de ces plans, le Maroc peine à convaincre.

Stabilité, passeport, fiscalité : là où ça coince vraiment

Le rapport pointe d'abord un recul sur la qualité de vie. Santé, éducation, environnement... les efforts ne suffisent pas à combler les lacunes structurelles, et le royaume reste perçu comme une destination secondaire par ceux qui cherchent un niveau de vie élevé.

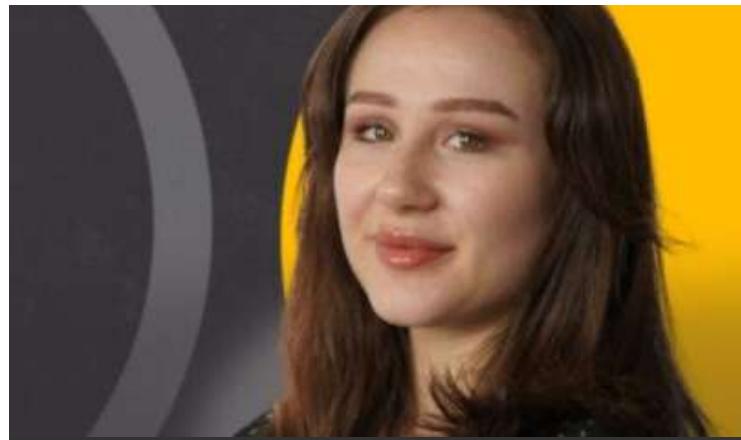
La question de la sécurité et de la stabilité interne pose également problème. Dans un contexte international tendu, les investisseurs privilégient les pays jugés sûrs et prévisibles.

Le Maroc, malgré ses atouts stratégiques, reste associé à un climat incertain, marqué par des tensions sociales et régionales qui nuisent à sa réputation.

Autre signal d'alarme : la mobilité. Le passeport marocain continue de limiter fortement la liberté de circulation.

Peu de pays sont accessibles sans visa, ce qui pèse lourd pour les entrepreneurs et les citoyens les plus mobiles, qui recherchent flexibilité et rapidité dans leurs déplacements.

Sur le plan économique, il y a tout de même un point de respiration. Grâce à une dynamique de croissance soutenue et des réformes en cours, le Maroc gagne des points en matière d'opportunités économiques.



Les investisseurs reconnaissent une volonté de modernisation, même si elle reste freinée par d'autres facteurs.

Enfin, la liberté financière reste à la traîne. Transparence fiscale, confiance dans le système juridique, fluidité des investissements... autant de chantiers encore trop lents à progresser. Le pays est clairement invité à accélérer ses réformes pour espérer remonter la pente.

Réformes attendues, image à redresser

Pour les observateurs, ce genre de rapport ne doit pas être pris à la légère. Il sert de baromètre à ceux qui, dans le monde, veulent investir, s'installer ou collaborer avec un pays. Une mauvaise note peut vite refroidir les plus motivés.

Les mois à venir seront décisifs. Des réformes sont attendues, notamment pour renforcer les libertés de circulation, fluidifier les démarches fiscales, et rassurer les investisseurs étrangers. Le Maroc a des cartes en main, mais il faudra jouer vite et bien pour regagner du terrain.

NISRINE JAOUADI

LA CITOYENNETÉ MAROCAINE À LA TRAÎNE

Rédigé par: Nisrine Jaouadi

CAMPAGNE DE HAINE CONTRE LE MAROC AVANT LA CAN 2025 : ENTRE BOYCOTT, RACISME ET DÉSINFORMATION

À quelques mois du coup d'envoi de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2025, le Maroc se retrouve une nouvelle fois ciblé par une campagne de haine en provenance d'Algérie. Sur les réseaux sociaux, le hashtag [#مُقاطعة_كأس_إفريقيا](#) (Boycott de la CAN) gagne en viralité, véhiculant des propos racistes et complotistes d'une rare violence.

Parmi les accusations relayées : le Maroc serait un « pays de Juifs » et chercherait à propager le SIDA parmi les Algériens via des « piqûres contaminées » ou des « sandwichs empoisonnés ». Des allégations graves, mêlant désinformation sanitaire et racisme décomplexé, qui témoignent d'un climat délétère persistant entre les deux pays.

Cet épisode s'inscrit dans une série d'attaques visant à ternir l'image du Royaume depuis l'annonce officielle de l'organisation de la CAN 2025. Certains influenceurs algériens nationalistes multiplient ainsi les messages hostiles depuis plusieurs mois, alors même que le Maroc poursuit sereinement ses préparatifs, avec l'ambition d'organiser une édition historique, en s'appuyant sur ses infrastructures modernes et son expérience.

Pour de nombreux observateurs, cette campagne va à l'encontre des valeurs d'unité et de fraternité qui caractérisent la CAN. Elle traduit un acharnement contre le Maroc, dans un contexte régional déjà tendu par la rupture des relations diplomatiques entre Rabat et Alger.



Le silence des autorités algériennes face à ces dérives interroge, tandis que de nombreux Marocains dénoncent une instrumentalisation politique du sport. Ils y voient une insulte, non seulement au peuple marocain, mais à l'ensemble des peuples africains.

« Ce que certains essayent de présenter comme une insulte est pour nous un symbole de fierté et d'unité africaine », réagissent des militants antiracistes sur X (ex-Twitter).

Face à cette montée de discours haineux, la Confédération Africaine de Football et les instances internationales sont appelées à prendre position et à condamner fermement ces dérives, afin de préserver l'esprit sportif et l'unité du continent.



Rédigé par: Salma Labtar

PLF 2026 : DERNIER TANGO BUDGÉTAIRE AVANT LES URNES

PLF 2026 : LA DERNIÈRE LIGNE DROITE AUX VIRAGES ÉLECTORAUX ?

PLF 2026 : Dernier budget avant les élections. Entre stratégie économique et séduction électorale, les Marocains y croient-ils encore ?

Le dernier budget du gouvernement avant les élections suscite plus d'ironie que d'espoir.

Une croissance affichée à 4 % mais des doutes persistants sur le pouvoir d'achat réel.

Derrière les chiffres, les Marocains attendent une vraie réponse à leurs préoccupations quotidiennes.

Loi de finances 2026 : et si on levait le rideau sur la dernière pièce de théâtre budgétaire ?

À chaque fin de mandature, le même suspense revient hanter les couloirs du Parlement marocain comme un générique qu'on connaît par cœur : « Et cette dernière loi de finances, elle va ressembler à quoi ? ». Dans les QG politiques, entre deux pastillas au Parlement ou autour d'un verre de thé à Casablanca, le doute flotte. Pour certains, PLF 2026 serait le bouquet final d'un feu d'artifice électoral. Pour d'autres, ce sera un simple bilan comptable propre, sans audace, sans promesse.

Mais au fond, qui y croit encore vraiment ? Le projet de loi de finances 2026, c'est un peu comme une bande-annonce d'un film qu'on a déjà vu cinq fois. On devine la musique, les rebondissements, les promesses de jobs, de subventions et de stabilité. Sauf qu'en arrière-plan, la bande-son de l'économie mondiale joue une tout autre partition.

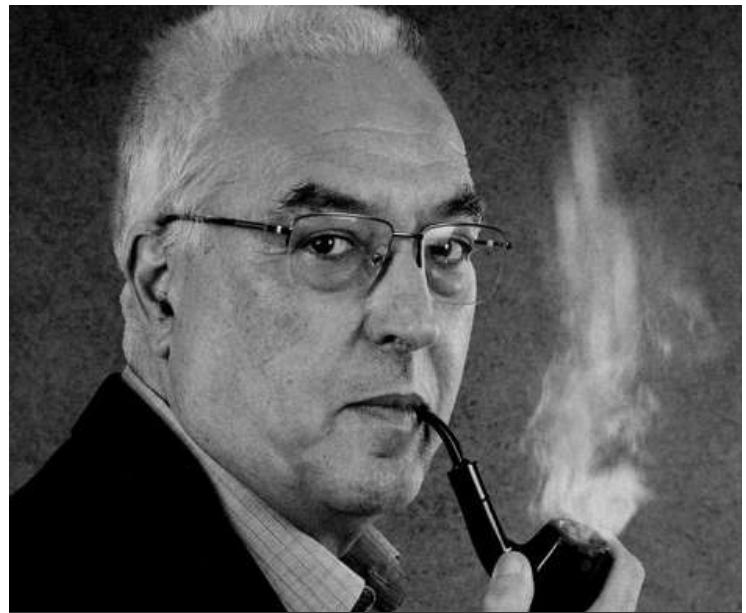
En lisant le Budget Économique Exploratoire du HCP, un constat s'impose : le Maroc reste optimiste dans un monde pessimiste. Tandis que les grandes économies se replient, que les exportations marocaines peinent à franchir les douanes européennes comme un ado son bac blanc, le royaume, lui, vise une croissance de 4 % en 2026. C'est courageux. Ou candide.

PLF 2026 : Dernier budget avant les élections. Entre stratégie économique et séduction électorale, les Marocains y croient-ils encore ?

Le dernier budget du gouvernement avant les élections suscite plus d'ironie que d'espoir.

Une croissance affichée à 4 % mais des doutes persistants sur le pouvoir d'achat réel.

Derrière les chiffres, les Marocains attendent une vraie réponse à leurs préoccupations quotidiennes.



Loi de finances 2026 : et si on levait le rideau sur la dernière pièce de théâtre budgétaire ?

À chaque fin de mandature, le même suspense revient hanter les couloirs du Parlement marocain comme un générique qu'on connaît par cœur : « Et cette dernière loi de finances, elle va ressembler à quoi ? ». Dans les QG politiques, entre deux pastillas au Parlement ou autour d'un verre de thé à Casablanca, le doute flotte. Pour certains, PLF 2026 serait le bouquet final d'un feu d'artifice électoral. Pour d'autres, ce sera un simple bilan comptable propre, sans audace, sans promesse.

Mais au fond, qui y croit encore vraiment ? Le projet de loi de finances 2026, c'est un peu comme une bande-annonce d'un film qu'on a déjà vu cinq fois. On devine la musique, les rebondissements, les promesses de jobs, de subventions et de stabilité. Sauf qu'en arrière-plan, la bande-son de l'économie mondiale joue une tout autre partition.

En lisant le Budget Économique Exploratoire du HCP, un constat s'impose : le Maroc reste optimiste dans un monde pessimiste. Tandis que les grandes économies se replient, que les exportations marocaines peinent à franchir les douanes européennes comme un ado son bac blanc, le royaume, lui, vise une croissance de 4 % en 2026. C'est courageux. Ou candide.

Chaque année, le citoyen moyen découvre le PLF comme on découvre la météo du week-end : sans passion, avec résignation, et surtout sans illusion. Le taux de croissance prévu ? Très bien. Le déficit maîtrisé ? Bravo. L'endettement public contenu ? Super.

Mais ce qu'il aimerait lire, lui, c'est à combien sera le litre d'huile. Ou si le logement deviendra enfin abordable. Ou si les jeunes diplômés cesseront d'envoyer des CV aux quatre coins du globe faute de débouchés ici.

Or, la magie du PLF, c'est qu'il parle peu de tout ça. Il rassure les agences de notation. Il impressionne les bailleurs de fonds. Mais il oublie souvent le petit peuple, celui qui vote... ou s'abstient.

Malgré un taux d'investissement frôlant les 32 % du PIB (un des plus élevés des pays à revenu intermédiaire), le rendement de cet effort reste étonnamment faible. En clair, on investit beaucoup (Coupe du Monde 2030), mais la croissance générée ne suit pas vraiment. Le rapport ICOR du BEE montre qu'il faut de plus en plus d'investissement pour produire un seul point de croissance. Et ne parlons même pas de la création d'emplois : elle stagne malgré la reprise. Un vrai paradoxe à méditer avant de célébrer les milliards engagés.

Relance ou relance ?

On peut déjà affirmer, sans trop risquer le faux pas, que le PLF 2026 ne sera pas une cure d'austérité. Le ton est donné : ce sera une consolidation de la relance, dans la continuité des orientations amorcées depuis 2021. Mais une interrogation persiste, comme un refrain entêtant : s'agit-il d'une relance vraiment équilibrée entre investissement et consommation, ou simplement d'un énième coup de boost à la commande publique pour faire tourner la machine ?

Car relancer par les chantiers, c'est bien. Encore faut-il que cela ruisselle vers les ménages, l'emploi, et les entreprises locales. Autrement dit, la vraie relance — celle que l'on sent dans le portefeuille — dépendra d'un dosage fin entre béton, consommation, et confiance. Et en matière budgétaire, les meilleurs cocktails sont souvent ceux qu'on dose avec plus de prudence que d'affichage.



Rédigé par: Adnane Benchakroun

PLF 2026

DERNIER TANGO BUDGÉTAIRE AVANT LES URNES



ضد سطحية الاستشراق الديني

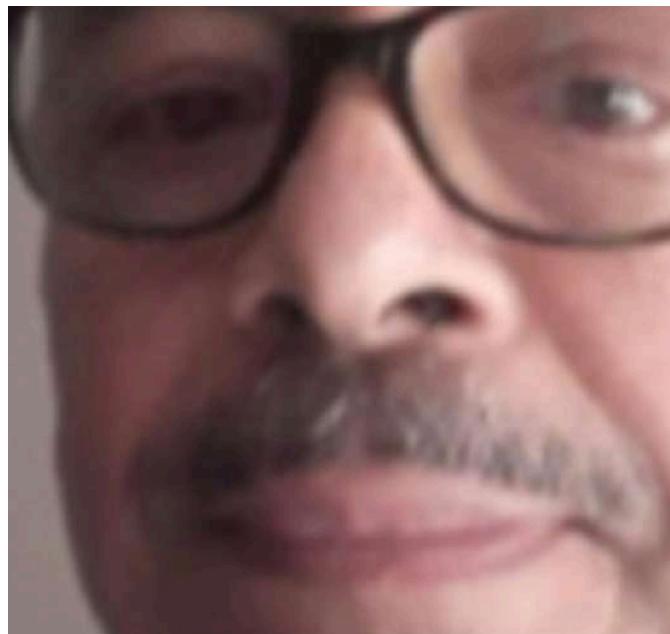
. ولذلك فإن القيام بانتقاد بعض مظاهر الاحتلال السلوكي للمجتمعى كعدم التوازن القيمي والأخلاقي والإزدواجية المرضية فى شخصية الأفراد والجماعات بين الدوافع مظهرا و التقليد عمقا و باطننا بسبب مخلفات الاستعمار و تقهقر التعليم و تفشي عاهة الأهمية العلمية المستدامة و ليس فقط الأنجلوأمريكية أو المدرسية إلى جانب تغلغل المرض و الفقر في شرائح واسعة من المجتمع و استقالة مؤسسات الدولة السياسية و الإدارية و الإعلامية و الإجتماعية عن القيام بأدوارها في توعية و توجيه الساكنة و تبنيتها... فالانتقاد على هذا المستوى قد يكون ممودا مقبولا لتنوير الرأي العام و محفزا نسبيا على التغيير و التطور نحو الأحسن، فإنه رغمما على كونه كذلك لا يجوز له أن يقوم حجة لتبرير وقوع الباحث في فخ المكر الاستشاري الكنيسي المستعماري و القفز بهكذا جرعة تفتقد للسداد العلمي الصرف و الدقيق إلى مستوى أعلى لكتليات الأمور للتقرير في موضوعات مجتمعية و تاريخية و دينية كبيرة بالإفتراء عليها و الإفتاء فيها بغير علم، فقط بانفعال حماسي تربى لدى الباحث عند المستوى الأول البسيط في انتقاد بعض مظاهر الخلل السلوكي التي لا تشكل قيمة علمية إلا باعتبارها متغيرات ظرفية غير كافية للبحث العلمي في الخلافات التاريخية البعيدة و في خصوصيات الزمن الأنثربولوجى لمجتمعات متعددة، مختلفة تنوّعت في تميّزها عبر صيغة تاريخية طويلة أكسبتها من الصلابة و المتنافة ما أضحت معها بطبيعة حرية الوجود و قوتها لا تقبل إسقاط بعضها على بعض بهكذا جرعة قلم خطأة متسرعة...

تدرج الطاقة و الحياة

الطاقة الكونية الهايلة موزعة منتشرة متدرجة بمشيئة الظالق من أعلى درجات جحيم النجوم و المجرات إلى أبسط فأبسط عبر الكواكب و الأجرام المتناثرة في الفضاء الكوني الللنهائي و اللامحدود إلى أقل فأقل مثل ما يوجد في كوكبنا الأرضي من انخفاض لدرجات الحرارة بسبب بعده عن الشمس و توفره على غلاف جوي واق و رطوبة الماء، إلى مستويات قابلة لإن تتحول معها إلى أشكال مختلفة و متنوعة من الطاقة (كائنات حية: دقيقة كالبكتيريا و الميكروبات و الفيروسات، و متوسطة كالدشرات و الزواحف و النعash و الحشائش، و كبيرة كالأشجار و الحيوانات و الطيور...) خليا و ذرات متفاعلة متواحدة متتجدة تأكل بعضها بعضا في سلسلة غذائية لكنه في الواقع التجربى للأشجار و المعدنية و الفلكلورية و البشرية...

مستعرة بدرجات متفاوتة الحرارة و البرودة.

و هكذا ذواليك، فإن أي دراسة سوسنولوجية و تاريخية لظاهرة الدين و العقل لا تختلف من حيث العمق الأكاديمي و الأهمية الموضوعاتية عن أي دراسة فيزيائية للطاقة الكونية: أصلها، ظواهرها، تعددتها، اختلافها و ترابطها...



علميا لتحليل بعض مظاهر الدين الإسلامي و دراسة خصوصياته بمناهج سوسنولوجية و تاريخية، تتباور مستويي العامي و السطحي إلى العمق الأكاديمي المتعدد و المتعدد الأبعاد، لا يجوز الإسقاط المتسارع لنتائج الدراسات التحليلية (ذات البعد البرجوازي العلماني) المتنافية لاستبداد الكنيسة المسيحية و تجربها المعرفي خلال العصور الوسطى على الدين الإسلامي الذي قام أنسسه المعرفية على مبادئ الحرية و تصحيف الخطأ و المواقف الكهنوthe الكنيسة المسيحية ...

كما أنه من المطلوب شرطا علميا للدرس أن لا يبقى سجين النظرة الغائية المستعمارية للكثير من النتجات الاستشارافية التبريرية للاحتلال (من طرف المستعمـل الإمبريالي المتغطـس بشـقـيـهـ الغـرـبـيـ وـ الشـرـقـيـ) التي تعتمـدـ منـاهـجـ أـشـبـولـوـجـيـةـ وـ إـتـنـوـغـرـافـيـةـ غـايـتهاـ التـشـوـيـشـ عـلـىـ الـهـوـيـةـ بـمـسـحـ الـذـاـكـرـةـ الثـقـافـيـةـ الأـصـلـيـةـ وـ تـفـكـيـكـ وـ وـحدـةـ الـفـقـائـلـ وـ الـعـشـائـرـ وـ ضـرـبـ الرـمـوزـ الـرـوحـيـةـ وـ الـمـادـيـةـ لـلـبـلـادـ وـ الشـعـوبـ الـمـسـتـهـدـفـةـ (ـ إـسـلـمـيـةـ وـ غـيـرـ إـسـلـمـيـةـ ...ـ)ـ وـ إـسـتـنـسـاخـ خـصـوـصـيـاتـ مـجـمـعـاتـ أـخـرـىـ غـرـبـيـةـ عـنـهاـ وـ إـسـقـاطـهاـ عـلـىـ لـتـسـهـيلـ اـحـتـلـالـهاـ وـ نـهـبـ خـيـرـاتـهاـ الـمـعـدـنـيـةـ وـ الـفـلـكـلـيـةـ وـ الـبـشـرـيـةـ ...ـ

و من ثمة كان وجوبا على أي باحث التحرى الأكاديمي الدقيق لتجنب الوقوع في فخ التأثير بالطروحات الأيديولوجية و النظريات الغائية التبسيطية و التبريرية لمخططات سياسية و اقتصادية تقوم على الدعاية و الإشهار الخفي للتلبيط مع الاحتلال و الاستبداد و الظلم المستعماري و الهيمنة الإمبريالية المتوجهة التي لا تتوانى عن شراء الضمائر و تمويل البحث العلمي التبريري بسذاجة ملحوظ تعزز أهداف استراتيجيتها المستعمارية.

و عليه فإن البحث العلمي الصرف و النزيه له خصوصيات وشروط أهمها إطلاقا الموضوعية و الحياد و التحرى الدقيق و المفر الأركيولوجي العميق في تاريخ الموضوعات (أصولها و تفروعها...) و عدم الالتفاف بالإستنتاجات السطحية المتسارعة لبناء مواقف على مجرد انفعالات ذلية آنية أو الانتصار أيديولوجيا لجهة على حساب جهة أخرى زورا و بهتانا و اصطداما و تخندقا بقناعات غير موضوعية و متغطسة...



بِقَلْمِ: عَلَيْ تُونْسِي



كما أن العملية السياسية أو المشهد السياسي، إذا كان نتاج لمجتمع موحد أي الوحدة الوطنية ولا توجد به طوائف. فإن العملية السياسية يجب أن تكون موحدة، وتدفع إلى تقوية الجبهة الداخلية.

ولهذا أن الحديث على نظام الكوتوا في العملية السياسية وفي انتخابات. هو بمثابة ريع يقلل من همم الشباب. لتمكينهم من الولوج للمؤسسات التشريعية أو إلى الهيئات التربوية.

هي قضايا غير ذي موضوع خاصة لائحة الشباب أو لائحة المرأة أو لائحة الأطراف كما يتداول التن. لأن هذه اللوائح الانتخابية النوعية أو الخاصة تعطى أشكالا آخر يكمن في المحسوبيه أو التجارب السياسية أو تعطى معلقة من ذهب النافذين في الحزب لكي يرشحوا أسرهم وأتباعهم. ومن هنا يغيب التداول في النخب وتغيب الكفاءة. التي نبحث عنها.

أن العالم اليوم ومن حولنا المتغيرات الكبرى في كل المستويات الحياتية وفي كل الميادين الصناعية والتبارية والفلحية والاقتصادية والبيئية، يجب استيعاب ذلك في مجتمع المغربي دون الطجة إلى النمطية والمعالجة ذلك بواسطة إعطاء امتيازات للشباب دون الوصول إليها عن جدارة لأن ذلك هو الذي يعطي مكانة طبيعية للشباب داخل الهرم الاجتماعي والجسم السياسي، وهكذا يجب فتح المجال له. وليس الشباب هو الذي نأتي بفترة معينة ونقول هذا هو

الشباب أن تموهات الشباب تأتي عن طريق حركة سليمة وعادية مؤطرة من طرف دمقرطة المجتمع وقوانينه وخاصة الدستور.

يجد أن الاهتمام بالشباب وتأطيره، يجب أولا أن يقوم الحزب بعمله و بمهامه الدستورية. وهو تأطير المواطن ... تم فتح الفضاء الجامعي لدفع الشباب للالهتمام بالعمل الجماعي في إطار اتحادات للطلاب وهو تمرين مهم يؤهل الشباب للولوج العمل السياسي. تم تأسيس النوادي الثقافية بالثانوية العامة والخصوصية إذا أردنا شباب يقتدم العمل السياسي مستقبلا.

أن التأطير السياسي من مهام الأحزاب السياسية. واستقطاب الشباب يكون على أساس "مواد" منها اليدويوجية للحزب وطبيعة الحزب، وأداء الحزب، وهيكلة الحزب، وأدوات التواصلية للحزب، بحضور الحزب في الساحة السياسية والمشهد السياسي. وجرائم الحزب، وأخلق المنتسبين للحزب. وابداعات الحزب، ومبادرات مناضليه، تم الفضاءات التي يطلقها الحزب على طول السنة وفي كل المواسم الثقافية أو الفكرية أو الإبداعية تم في الأيام العالمية التي لها مدلول إنساني.

هكذا بهذه الوسائل نستقطب الشباب وبدون الفكر واللطار المرجعي فيكون شباب ولكن وسط ، وسط حزب شيخ في هرم الحزب وأجهزته.ولهذا فصفوة التأطير تبدأ من هنا ..



بقلم: الدكتور مصطفى بلعوني



برنامجه الاقتصادي والاجتماعي مقبول لدى المجتمع ، القضايا الأساسية الوطنية تكون من ضمن اهتمامات الحزب للدفاع عن المقدسات الوطنية وصيانة الرموز والتباهی بمفاخر الأمة من أحداث عظيمة في تاريخ المغرب. أما اللنizaات فهو وسيلة لترجمة هذه المبادئ وتحقيق هذه الأهداف لدى الشعب بواسطة الحزب . ومن هنا تتعالى الأصوات لجر الشباب إلى المعترك السياسي، عن طريق آليات واضحة منها ، خلق فضاءات تتناسب وتطور المجتمع في إطار محيطه الجهوی والدولي والعالمي .

أن الحزب يمكن أن يظهر بفكرة جديدة أو قضية اقتصادية أو اجتماعية . تؤدي إلى تقتل الشباب والقوى الديمة حوله .ولهذا نرى في المجتمعات الديموقراطية المتقدمة أن الحزب يكون رائداً ويقود بعد عشرة سنوات أو أكثر من تأسيسه على أساس فكرة جديدة أو مذهبية ، إذا كانت المذاهب والبرامج للحزاب تقادمت ولا يمكنها تعبئة المجتمع وقيادته وعجزت عن معالجة المعضلات الاجتماعية والاقتصادية ، لهذا تظهر أحزاب جديدة بمنظور جديد وفکر متعدد .

أن إشكالية التنمية أو المشكلات الجتماعية أو اللاقتصادية تكون رهينة بوجود الأحزاب لحل هذه المشاكل . وإذا عجزت الأحزاب الموجودة في الحكومة ، فإن الضرورة تكون حتمية لظهور أحزاب جديدة تدعو إلى قيادة المجتمع وحل مشاكله وهذه هي صفة التعددية المبنية على الديموقراطية

أن عملية ولوح الشباب في الجسم الحزبي تكون سلسلة ، طبيعية عادلة ، لأن الشباب يجد في الحزب فضاء، ديمقراطياً ملائماً لتوجيهاته ، وفکره دون ضغط أو إكراه . وداخل الحزب أو المجتمع الحزبي يكون تحولات استراتيجية داخل الجسم الحزبي ، ويكون التداول أو التناوب داخل الحزب .

بيد أن جر الشباب للحزب السياسي ، فيتم بعدة آليات منها التواصل الجاد العقلاني ، حيث تخصص مثل صفات من جريدة ورقية يكتب فيها الشباب أو مواضيع تهم منهم العمري ابتداء من الفترة الثانوية العامة إلى الراهن الجامعي ، أو تأسيس موقع رقمية تهتم بالشباب . تم أحداث نوادي ثقافية تنسجم مع المتغيرات العمرية للشباب . أو صالونات ثقافية ملتزمة بالتأطير السياسي والمعجمي .

وهذه هي المادة الدسمة التي تجعل من الشباب ينفتح على الحزب . وأن أجهزة الحزب باستمرار تقوم بمواكبة تطلعاتهم عن طريق خبراء أو مؤطرین متخصصين في علم التواصل والاتصال . وفي التنشئة الاجتماعية .

أن الحديث " بالمن " على شريحة الشباب -والذي يعتبرون رجال الغد - لا تنجح ولا يمكنها أن تحقق أهدافها في جر الشباب إلى الحزبية باعتبارهم " قاصرين " .

التأثير السياسي للشباب طريق معبدة لولوج المؤسسات ?????....

و تقوم بتمييع الثقافة، وتجعل اللصل هامشى والهامش أصيلا و تنتاز إلى الشعب حسب منظريها. حيث أصبحت التراثية مهياًة الشعبوية لكي يسود الخطاب المؤدي إلى نزع الوازع السلطوي من النخبة المسيرة. هذا الخطاب النفعي والمصالح والبرمجاتي والوصول إلى هذه المرحلة من المجتمع أو الفترة لكي يتساوى الجميع مع الكل حيث أن أصحاب الشعبوية يتقنون في دعامة عواطف الجماهير بخطاب رديئة بسيطة جداً لا توجد فيه اللغة العالمية ، حيث لم تبق أي رمزية أو قيمة لأي شيء.. هذا أثر على الأداء الوظيفي للحزاب وأصبحت لا تقوم بواجبها أو مهامها التأطيرية . أو التكوينية وأصبح المجتمع رواهه أصحاب الفكر الضحل وأصبحت "التفاهة" تحيط بصيانة رمزية. ومن هنا لم يبق فكر الملائم أو الحصيف أي مكانة في المجتمع مما جعل المفكر والمثقف له دور ثانوي في المجتمع حتى أضمن خارج الدساتير في الأوساط المجتمعية والثقافية والسياسية ..

أن الشعبوية ضد العقلانية وضد المميزات للمؤسسات، وطرح بديل شعبي ينبع بذاته خارج التصنيف المميز لتأطير، الشعب وتجيئه لخدمة تقوية المجتمع المبنية على الجدية والالتزام ، الطهرانية ، الأخلاقية والقيم وتنمية النسيج الاجتماعي ، فإن دعوة الشعبوية فهموا العكس وأصبحت بمثابة ترويج للامقى والألا مسؤولية في إطار العمل الفج أي " فوضى فكرية منظمة ".

ولهذا هناك ظواهر أصبحت في المجتمع وتمت ترقيتها وتحصينها مثل " ثقافة التفاهة " . إن الشعبوية جاءت ضد النخبة أو النخبوية بمفهوم ايجابي لن التغيرات أو الثورات الفكرية قامت بها النخبة في المجتمعات المتقدمة . ولهذا فإن الشعبوية هي هموم الشعب ومعالجة هذه القضية والتلاقي مع الشعب والآدمي . وآماله ، لكنها حرفت عن قصيدها بعدما أصبحت مثل التهريج السياسي ولاد الجدية وخطابها مبتذل ينتمي إلى البنية التقييدية تحت تحية اللغة الدارجة العالمية هي أساس الخطاب ، وبالرجوع إلى عمل الأحزاب التي يجب أن تؤطر المجتمع كمهام دستورية يجدها أدارت ظهرها على عملية التأطير والتكون والأندمة .

ولهذا لا يمكن أن يهتم الحزب بالانتخابات و يجعلها الهدف الرئيسي للعملية السياسية . فإن العملية تكمن في خلق إطار مرجعى يتجرد داخل المجتمع، إذا كان الحزب له مشروع مجتمعي يريد قيادة البلد . ولهذا من الممكن أن تكون ايجيولوجيتها واضحة ، عقيده المبدئية لا تخرج على ثوابت الأمة



كثر الكلام في التونة الأخيرة عن الشباب ، من خلال رفع شعارات من قبل الأحزاب السياسية ، مثل تففيف الشباب ، وتشغيل الشباب .. الشباب ومجتمع الرقمنة ، الشباب وريادة المقاولة ، الشباب والمؤسسات ، الشباب والذكاء الصناعي ، الشباب والحزاب ، الشباب والمهجانات ، الشباب والتنمية ، الشباب والانتظارات ... كل طيف سياسي يريد احتواء الشباب و يتمظهر على أن المجتمع الحزبي لهذا الحزب أنه ينخرط فيها الشباب . ويبين على أن سياسة الحزب و برنامجه و منظومته تلقى تقبيلية لدى الشباب المغربي بمختلف شرائحه ، حيث أن الحزب الذي لا يتتوفر على حال لسانه إذن فما هي الرسالة التي يسوقها إلى الرأي العام الوطني وكيف يتعرف الشباب على الحزب و ايجيولوجيته ؟ أي على الحزب ومنهجه ومنظومته وعقيدته و برنامجه ؟ أما في شكل جريدة ورقية أو موقع إلكتروني يكتب فيه منظروا الحزب وأطهه . يشرحون باستمرار أدبيات الحزب وفكرة وموافقه إذا ما وجد هؤلاء ، المنظرون والمفكرون والمثقفون في الحزب ؟ . كيف سيلتحقون بالحزب ؟

أن التغيير العميق الذي وقع في المشهد السياسي كخطاب ما بعد 2001 أي بعد أحداث تفجير مركز التجارة العالمي أوكلهوما بالولايات المتحدة الأمريكية، وقع تدولاً في آليات الخطاب في العالم وأصبحت الشعبوية التي تتجاوز الأصول الاجتماعية والثقافية وتشكل في فيما هو قيمة نوعية أو رمزية أي القيم والأخلاق العالية



WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

دریب رادیو مغاربة العالم

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC



SCAN ME!

LOGO
R212

حوار إسباني مغربي حول حادثة توري باتشيكو

الذاكرة المشتركة من جراح الحاضر إلى أفق التصالح المتوسطي

لتشمل الديناميات البنوية للعنف والعنصرية. أما الصحفي الإسباني المطوف، فقد طالب بإدانة صريحة مباشرة، معتبراً أن أي محاولة للتأطير الثقافي تُضعف الموقف الأخلاقي.

الذاكرة كفضاء للصراع أم إمكان للتصالح؟

تحولت الذاكرة المشتركة في السياق المغربي- الإسباني إلى مجال ملغم؛ من حروب الريف إلى المستعمر، ومن الأندرس إلى الهجرة، تتنازع السردية الرسمية والشعبية على تأويل الماضي.

لكن التحدي ليس فيما وقع بل فيما تُعيد صياغته اليوم، هل نستدعي الذاكرة لتندين التّرّ ونستقوى بها على ألمه، أم نستخرج منها لبنياتٍ لحوار متعدد؟ من هنا تبرز أهمية الدعوة إلى تفعيل لجنة "ابن رشد" ليس ك مجرد هيئة رمزية بل كآلية تفكير وصالحة وحوار.

العنف الرمزي والرد الفلسفى:

يرى فاعلو اليمين المتطرف في الضفة الشمالية أن "الخطر" يأتي من المهاجر، وأن "الجريمة" محمولة في جيشه الثقافية وفي المقابل، يُقدم بيان المركز المغربي رؤية معاكوسية: العنف ليس فقط جسدياً بل رمزاً ومؤسسياً، تُغذيه خطابات التحرير، التنفير والمجال العام المسموم، أما الرد العميق، فهو في انتصار للرحمة باعتبارها نقيراً للعقاب الجماعي، وفي استحضار قيم "الاعتراف المتبادل" (كما نظر له أكسييل هونيث) بدل اختزال التّرّ في صور نمطية.

الختلاف كفرصة للتأتيل

ما لم يتتبه له كثيرون هو أن النقاش بين المركز الحقوقي المغربي الذي يرأسه عبد السلام بوطيب والصافي الإسباني لم يكن صرفاً بقدر ما هو تمرن نادر على الحوار، ولو بنبرة العتاب، فمركز الذاكرة المشتركة الحقوقي المغربي لم يرفض الإدانة، بل طالب بسباق أوسع لها، أما الصحفي الإسباني فعبر عن قلق أخلاقي مروع، لكنه تجاهل بنية التحرير التي تحكم الفضاء العام، هنا، يبرز السؤال الحقيقي: كيف نتحمل اختلاف تأويلتنا للواقع، دون أن نكف عن بناء مشترك أرجب؟

من حادث إلى إمكان

ليست توري باتشيكو مجرد واقعة عابرة بل اختبار للضمير المتوسطي، بين من يرى في الجريمة سبباً للفرز، ومن يراها مدخلًّا للنقاش، تظل الذاكرة المشتركة ساحة يتصارع فيها منطقان: منطق الإقصاء ومنطق التأسيس.

تحتاج العلاقة المغربية الإسبانية المجتمعية إلى ما هو أعمق من اعتذار ظرفي أو بيان تضامن، إنها تحتاج إلى "إرادة تعايش"، تلك التي لا تخضع التّرّ ولا تطأكه بجريدة فرد بل تراه شريكاً في اللّام والأنمل، وتلك، في النهاية، هي وظيفة الذاكرة المتصالحة: أن نروي اللّام، لننقد ما تبقى من إنسان فينا، ونعتبر ما قام به الصافي الإسباني في ردّه هو بداية هذا النقاش.



تناول هنا حادثة الاعتداء على المواطن الإسباني "دومينغو" في بلدة "توري باتشيكو"، وردود الفعل المتطرفة هنا وهناك، ونقارب ردود الفعل المتباينة حولها بين فاعلين من ضفتى المتوسط ننطلق من البيانات الصادرة، خصوصاً بيان "مركز الذاكرة المشتركة من أجل الديمقратية والسلم"، والدراسات المتباينة بين فاعل حقوقى مغربي وصحفى إسبانى مطوف، لنستخرج تأملًّا في مفهوم "الذاكرة المشتركة"، ونبذ كيف يمكن للخلاف أن يتحوّل إلى لحظة تأسيسية لا لهدم الجسور بل لإعادة بنائها.

في زمان تتفاوت فيه التوترات الثقافية والسياسية بين شمال المتوسط وجنوبه تُسّتعاد الذاكرة لا بوصفها أداة فهم بل كسلاح تبريري. حادثة توري باشيكو التي أعدّى فيها على مسن إسباني على يد ثلاثة شبان من أصول مغربية فتحت المجال أمام نقاش يتجاوز حدود الواقعية الجنائية، ليطال تمثّلات الهجرة سبل التعايش ومعنى "العيش المشترك" في سياق موسوم بالهشاشة والتّرّول.

الواقعة بين الحدث والمعنى

لا تكمن أهمية الحادثة في تفاصيلها الواقعية فحسب، بل في ما أثارته من خطابات متضادة، فمن جهة، خرجت أصوات يمينية متطرفة تطالب بإدانة صارمة وترتبط بالعناد بالهوية الأصلية للمعدين، ومن جهة أخرى، حاولت أصوات حقوقية وفكّرة مغربية تفكّك السياقات الأوسع للواقعة، وقراءة تداعياتها الرمزية والسياسية دون التورط في التبرير.

إن "البيان" الصادر عن مركز الذاكرة المشتركة، في صيغته الحقوقية، لم يغفل الجانب الإنساني، بل وسع زاوية النظر



بِقلم: الكاتب عبد العزيز كوكاس

لهذا نوضح الأمر: من يرى في العلم المغربي استفزازاً، وفي الصدراء المغربية قضية جدل، فليوفر على نفسه المشقة، وليدع هذا العرس الكروي يمرّ من دونه.

أما من يحب كرة القدم بحق، من يعشّق أجواء الملعب، من يرغب في رؤية منتخبه ينافس وسط أشقاء الأفارقة في بلد منظم ومرحباً به. نربّ بالمشجعين الجزائريين الذين يضعون الرياضة فوق السياسة، وبالصّحفيين المحترفين الذين ينقلون الحدث بأمانة، وباللاعبين الذين يأتون للتنافس الشريف، للمزایدات.

نحن لا نطلب مدحّياً، ولا ولاءً، بل فقط الاحترام، احترام قوانين البلد، ورموزه، ومؤسساته ووحدته الترابية. فالصدراء المغربية ليست موضوعاً للنقاش في المدرجات، ولا شعراً يُحذف بحسب أهواء المعلقين. إنها واقع يمارس، لا جدل يُخاض فيه.

كأس إفريقيا في المغرب ليست مناسبة مغربية فقط، بل عيد قاري. من السنغال إلى الكاميرون، من مصر إلى بوركينا فاسو، من تنزانيا إلى الكوت ديفوار... الجميع قادم بروح رياضية واحترام متبادل. وحدهم من لا يزالون يعيشون في زمن الصراعات الباردة يرون في الرياضة فرصة للتهجم والتشویش. لكن المغرب اليوم لا يرد بالمثل. هو بلد منفتح، منظم، واثق من نفسه. يعرف كيف يحمي سيادته ويكرّم ضيوفه. لذا، أنها الجيران الأعزاء: إذا قررتם الحضور، فتعالوا بالكلمة الطيبة، بنية الفرجة، بعقلية رياضية. تعالوا بالأمل، لا بالحقد.

وإن لم تقدروا على ذلك، فلذ بأس. غبّوا أنفسكم عن هذا العرس الكروي، واتركوا القارة تحفل بكأسها في أجواء أخوية خالية من الضغينة. لأن الكأس ستُقام، وستكون جميلة... بكم أو بدونكم



بِقَلْمِ عَدْنَانْ بِنْ شَقْرُونْ

كأس إفريقيا 2025 : إن كان وجودكم بيننا يزعجكم، فببساطة... ابقوا في دياركم، أيها الجيران الأعزاء



تستعد المملكة المغربية في جنبر المقبل لاحتضان كأس الأمم الإفريقية 2025، حدث كروي قاري يازز نحضر له منذ شهور بحماس وعناية بالغة. إنها لحظة للفرج والتقارب والروح الرياضية، لكنها أيضًا مناسبة للجسم في بعض المبادئ. فكل من يحب كرة القدم ويحترم البلد المضيف مرحب به... لكن ليس بأي ثمن.

المغرب لم يغلق بابه يوماً في وجه أحد، وخاصة جيرانه. لكن، في التعارف، سواء داخل بيت أو دولة، عندما لا يعجبك المكان أو تحقر رموزه فمن غير المنطقي أن تدخله وكان شيئاً لم يكن. والأسوأ من ذلك، أن تدخل إليه لتشير الفوضى.

منذ مدة، نتابع حملات إعلامية وسياسية متكررة من جهات جزائية - لا تمثل كل الشعب - لا تكف عن بث مشاعر الكراهية تجاه كل ما هو مغربي. علمنا يستفزهم، ملكيتنا تثير غضبهم، وحدثنا الترابية تفقدهم توازنهم، وحتى تقاليدنا وللبيتنا وأهلنا أصبحت فجأة مصدر إزعاج للنخبة منهم.

ورغم هذا الكم من العداء والتصریحات المیسیئة والتلفیقات الرسمیة، لا يزال البعض منهم يخطط للمجيء إلى المغرب في جنیر، وكأن شيئاً لم يحدث. يريدون الدخول إلى الملاعب والهتاف في المدرجات، وربما تکرار نفس المشاهد غير اللائقة التي رأيناها سابقاً.

لكن لا، أنها الجيران الأعزاء، المغرب ليس ممّا يُصدق عليه في الصباح ويتحقق له في المساء. لسنا بساطاً دبلوماسياً يُدّاوس عليه كلما ضاقت صدوركم من أوضاعكم الداخلية. من أراد دخول بلدنا، فعله أولاً أن يحترمها.

54 • ٩

ضد سطحية الاستشراق الديني

57

التأثير السياسي للشباب طريق معبدة
لولوج المؤسسات.... ????

59

حوار إسباني مغربي حول حادثة توري
باتشيكو

61

كأس إفريقيا 2025 : إن كان وجودكم بيننا
يزعجكم، فببساطة... ابقوا في دياركم، أيها
الجيран الأعزاء

فبراير



لوديجي ميديا - مؤسسة الرسالة الإعلامية

فريق النشر :
سارة البوافي - أمل الهواري
سلمن الشاوي - عائشة بوسكين

تصميم ومنتج :
عماد بن بورديم

إدارة فنية وتقنية :
محمد أيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :
www.pressplus.ma



بعض الصور في هذا العدد قد تكون من إنتاج الذكاء الاصطناعي.



كتاب الرأي

العدد 11 - 24 يوليوز 2025

لوديجي بالعربية : بلاطفورم الشباب



صورة تم إنشاؤها بواسطة الذكاء الاصطناعي

”كأس إفريقيا 2025:

إن كان وجودكم بيننا يزعجكم، فببساطة... ابقوا
في دياركم، أيها الجيران الأعزاء ”

L'ODJ
MÉDIA

**C'EST LE
GLÒVÔÔ
DE L'INFO...
ON DÉLIVRE,
MAIS PAS QUÉ**



BIENVENUE À LA BMI
LA BANQUE MUTUALISTE DES IDÉÉES
CHRONIQUEURS, EXPERTS, INTERNAUTES...

VOUS DÉPOSEZ.
VOUS PARTAGEZ.
VOUS INSPIREZ

L'ODJ MÉDIA, là où les idées circulent,
se croisent... et se transforment en contenu.

**#ODJMÉDIA #GLÒVÔÔDEINFO #BANQUEIDÉES #BMI
#CHRONIQUEURSENGAGÉS #INFOMUTUALISÉE**